


Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux

Numéro de dossier : 2025-11405
Date du repérage : 08/01/2026
Date d'édition : 19 janvier 2026



	Prestations	Conclusion
	Amiante	Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

Version du dossier :

Révision	Date	Objet
Version initiale	19/01/2026	Edition initiale

CDiM SAS – Siège social : 15 chemin de Malacher – 38240 MEYLAN
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38240 MEYLAN

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

Tél. : 04 82 54 01 10 – cdim@cdim-expertises.fr - N°SIREN : 504 357 203 00083
Compagnie d'assurance : AXA n°10272640004
Modèle de rapport version 01/10/2025

**Rapport de Mission de repérage des
matériaux et produits contenant de
l'amiante avant réalisation de travaux**



Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	La mission est effectuée en application : - de l'article L4412-2 du Code du Travail et les textes qui lui sont liés, - de l'article R4412-97 du code du travail, - du décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations, - de l'arrêté du 16 juillet 2019 modifié par arrêté du 23 janvier 2020 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau Code postal, ville : . 42328 ROANNE (France)
Périmètre de repérage : Zones concernées par la reprise des voutes des salles d'archives du palais de justice selon de CCTP lot n°10 du 07/05/2024
Type de logement : Fonction principale du bâtiment : Date de construction : Palais de Justice Autres <1997

Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ... Département Immobilier de Lyon Adresse : 20 Boulevard Eugène Deruelle 69432 LYON CEDEX 03
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : ... Département Immobilier de Lyon - Monsieur GALABERTIER Paul Adresse : 20 Boulevard Eugène Deruelle 69432 LYON CEDEX 03

Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage	NEBOUX Yves	Opérateur de repérage	DEKRA Certification Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON	Obtention : 02/07/2020 Échéance : 01/07/2027 N° de certification : DTI2947
Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport				
Raison sociale de l'entreprise : CDIM SAS (Numéro SIRET : 504 357 203 00083) Adresse : 15 chemin de Malacher, 38240 MEYLAN Désignation de la compagnie d'assurance : AXA Numéro de police et date de validité : 10272640004 / 01/07/2026				

Le rapport de repérage

Date d'émission du rapport de repérage : 19/01/2026, remis au propriétaire le 19/01/2026
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 58 pages

CDiM SAS – Siège social : 15 chemin de Malacher – 38240 MEYLAN
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38240 MEYLAN

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE



Sommaire

- 1 Les conclusions**
- 2 Le(s) laboratoire(s) d'analyses**
- 3 La mission de repérage**
 - 3.1 L'objet de la mission
 - 3.2 Le cadre de la mission
 - 3.2.1 L'intitulé de la mission
 - 3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission
 - 3.2.3 L'objectif de la mission
 - 3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire.
 - 3.2.4b Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)
 - 3.2.5 Le périmètre de repérage effectif
 - 3.2.6 Les limites du cadre de la mission
- 4 Conditions de réalisation du repérage**
 - 4.1 Bilan de l'analyse documentaire
 - 4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ
 - 4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur
 - 4.4 Plan et procédures de prélèvements
- 5 Résultats détaillés du repérage**
 - 5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)
 - 5.2 Liste des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante, mais n'en contenant pas après analyse
 - 5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif
- 6 Signatures**
- 7 Annexes**



1. – Les conclusions

Dans le cadre de la mission objet du présent « Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante », il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante.

Des investigations approfondies doivent être réalisés et des moyens d'accès mis à disposition par le donneur d'ordre

Localisation	Zones inaccessibles	Raison	Moyens à mettre en œuvre
Néant			

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise : ...ITGA

Adresse : 11 rue Pascal, Europarc du Chêne 69500 BRON

Numéro de l'accréditation Cofrac : 1-5909

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la réalisation de travaux dans l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

La mission est effectuée en application de l'article L4412-2 du Code du Travail, décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations, arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser tous les matériaux et produits contenant de l'amiante situés dans la zone impactée par les travaux.»

Des listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive dans l'annexe 1 de l'arrêté du 16 juillet 2019.

3.2.4 Le programme de repérage

Le programme de repérage est défini par l'arrêté du 16 juillet 2019 et l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Août 2017

Extrait de l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Août 2017 (liste non exhaustive)

1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités	Plaques ondulées et planes
	Ardoises, bardeaux bitumineux
	Éléments associés à la toiture
	Éléments sous toiture
	Étanchéité de toiture terrasse
	Fenêtres de toit, lanternaux, verrières
2 - Parois verticales extérieures et Façades	Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich
	Isolant et protection thermique ou acoustique sous bardage
	Façades lourdes y compris poteaux
	Menuiseries extérieures
	Éléments associés aux façades
3 - Parois verticales intérieures	Murs et cloisons maçonnés
	Poteaux
	Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)
	Gaines et coffres verticaux
	Portes coupe-feu, pare-flamme, isothermiques, frigorifiques
	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
4 - Plafonds et faux plafonds	Plafonds
	Poutres et charpentes
	Poutres et charpentes
	Gaines et coffres horizontaux
	Faux plafonds
	Suspentes et contrevents
5 - Planchers et planchers techniques	Revêtements de sols
6 - Conduits et accessoires intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)
	Clapets / volets coupe-feu
	Vide-ordures

CDiM SAS – Siège social : 15 chemin de Malacher – 38240 MEYLAN
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38240 MEYLAN

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE



7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	Portes et cloisons palières
	parois des équipements
	Matériels en machinerie
8 - Équipements divers et accessoires	Chaudières (mixtes, collectives), chauffe bains, radiateurs gaz modulables, Poêles à bois à fuel, à charbon, Groupes électrogènes
	Convecteurs et radiateurs électriques
	fusibles à broche
	canalisations électriques préfabriquées
	Coffres-forts
	Portes de placard, baignoires et éviers métalliques
	Jardinières, bac à sable incendie
	Étanchéité des murs enterrés
9 - Fondations et soubassements	Parois verticales et horizontales enterrées
	Conduits et fourreaux
	Conduits, Siphons
10 - Aménagements, voiries et réseaux divers	Voiries
	Espaces sportifs
	Aménagements extérieurs

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 Le périmètre de repérage

Programme des travaux : Caisson à créé au RDC bureau 0.15.

Réfection du plafond vouté Local archives.

Descriptif des pièces visitées

Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives

Rez-de-chaussée - Bureau 0.15

Localisation	Description
Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives	Sol : Béton et peinture rouge Mur A, B, C, D : Enduit ciment et peinture beige Plafond : Enduit ciment et peinture Beige
Rez-de-chaussée - Bureau 0.15	Sol : béton et peinture rouge Mur A, B, C, D, E, F : Plâtre et peinture blanc Plafond : faux plafond Ossature : Métal et peinture



3.2.6 Les limites du cadre de la mission

La recherche de MPCA est réalisée par sondages visuels et par sondages destructifs d'éléments et/ou de composants (avec prélèvements d'échantillons), selon une stratégie d'échantillonnage respectant les prescriptions de la norme NF X46-020 et des arrêtés du 12 décembre 2012 et du 26 juin 2013.

Cette recherche ne peut cependant être exhaustive compte tenu de la multitude de formes que peut prendre l'amiante et le caractère aléatoire et sporadique de son ajout aux matériaux du bâtiment, son inclusion dans les éléments du bâti et/ou sa dissimulation par d'autres matériaux.

Ainsi le contenu du rapport a été établi et limité d'après les quantités et les objectifs tels que définis lors de la commande définitive des prestations à réaliser.

Les observations et mesures disponibles sont établies en des points spécifiques. Ils sont implantés d'après les informations fournies et suivant les contraintes techniques du site. Les conclusions de ce présent rapport ne sont valables uniquement au droit des prélèvements et sondages. La société CDiM SAS ne peut pas exclure des conditions différentes en d'autres points.

Certains MPCA peuvent donc ne pas être mis en évidence par la méthode de recherche par sondages : Zone présentant des similitudes d'ouvrage, fréquence de sondages telles que définies par la norme N FX46-020.

Il n'est ainsi pas exclu que certains MPCA puissent être mis en évidence ultérieurement lors des opérations de démolition ou réhabilitation/ travaux.

Ce risque de mise en évidence tardive de MPCA s'applique également pour les réseaux enterrés.

Dans ce contexte, ce présent rapport ne saurait être définitif avant la réalisation totale des travaux ou fin de la démolition (comprenant l'intégralité des fondations et VRD).

Toutes découvertes de nouveaux matériaux non sondés ou prélevés dans ce présent rapport devront nous être communiquées. Afin de lever le doute, ces nouveaux matériaux devront faire l'objet de prélèvements et analyses par la société CDiM SAS qui aboutiront à un rapport complémentaire.

En aucun cas, les incidences financières résultant de la découverte de ces matériaux ne sauront être imputées à la société CDiM SAS.

Par ailleurs, l'ancienneté des matériaux contenant de l'amiante, les diverses agressions qu'ils subissent, peuvent entraîner la dénaturation de ceux-ci et donner lieu à la libération spontanée de fibres d'amiante.

Ainsi des fibres peuvent migrer et polluer un matériau non réputé contenir de l'amiante, se trouvant à proximité du matériau amianté.

L'intervention de CDiM SAS ne prend pas en compte dans le présent repérage cet effet de pollution éventuelle.

De plus, la mission de repérage ne couvre pas les cas où les locaux, parties de locaux, composants ou parties de composants de la construction sont ou restent inaccessibles. Dans ce cas, la société CDiM SAS pourra préconiser des investigations complémentaires ou approfondies qui devront faire l'objet d'un avenant au contrat.

Tous les travaux effectués dans des locaux autres que ceux définis dans le présent rapport et/ou de natures différentes que celles définies également dans le présent rapport devront faire l'objet d'un autre repérage des MPCA au titre d'un contrat différent.

Le présent repérage ne peut être utilisé que dans les limites définies par le programme de travaux et/ou des objectifs définis lors de la commande et des locaux concernés décrits dans le présent rapport.

La société CDiM SAS ne pourra être tenue pour responsable des conséquences directes ou indirectes découlant de travaux issus de décisions ou interprétations erronées de ce présent rapport.

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Non
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Oui

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 18/12/2025

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 08/01/2026

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : Mr Johann QUENOT

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la Norme NF X 46-020 d'Août 2017.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.



5. – Résultats détaillés du repérage

5.1 Liste des matériaux et produits contenant de l'amiante



Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Quantification
Néant	-		

5.2 Liste des produits et matériaux, présentée par catégorie

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.

1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités


Sans objet

2 - Parois verticales extérieures et Façades



Sans objet

3 - Parois verticales intérieures


ZPSO du prélèvement_004 : Partie à inspecter : Enduit ciment peint (Mur A,C,D : Enduit ciment peint).					
Niveau : Sous-sol/Rez-de-jardin					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Archives	1	Identifiant : ZPSO du prélèvement_004 Description : Mur A,C,D : Enduit ciment peint Résultat : Absence d'amiante	Oui Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives : Mur A,C,D	Prelevement_004	
ZPSO du prélèvement_006 : Partie à inspecter : Enduit de scellement des agglos ciment (Mur B : Enduit de scellement des agglos ciment).					
Niveau : Sous-sol/Rez-de-jardin					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Archives	1	Identifiant : ZPSO du prélèvement_006 Description : Mur B : Enduit de scellement des agglos ciment Résultat : Absence d'amiante	Oui Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives : Mur B	Prelevement_006	
ZPSO du prélèvement_007 : Partie à inspecter : Enduit ciment projeté (Mur D : Enduit ciment projeté).					
Niveau : Sous-sol/Rez-de-jardin					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Archives	1	Identifiant : ZPSO du prélèvement_007 Description : Mur D : Enduit ciment projeté Résultat : Absence d'amiante	Oui Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives : Mur D	Prelevement_007	


ZPSO du prélèvement_008 : Partie à inspecter : Bande à joint et enduit peint (Caisson sur mur C/D : Bande à joint et enduit peint).					
Niveau : Rez-de-chaussée					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Bureau 0.15	1	Identifiant : ZPSO du prélèvement_008 Description : Caisson sur mur C/D : Bande à joint et enduit peint Résultat : Absence d'amiante	Oui Rez-de-chaussée - Bureau 0.15 : Caisson	Prelevement_008	

4 - Plafonds et faux plafonds


ZPSO du prélèvement_002 : Partie à inspecter : Enduit ciment peint (Voute : Enduit ciment peint).					
Niveau : Sous-sol/Rez-de-jardin					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Archives	1	Identifiant : ZPSO du prélèvement_002 Description : Voute : Enduit ciment peint Résultat : Absence d'amiante	Oui Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives : Plafond	Prelevement_002	
ZPSO du prélèvement_003 : Partie à inspecter : Brique et enduit de scellement (Voute : Brique et enduit de scellement).					
Niveau : Sous-sol/Rez-de-jardin					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Archives	1	Identifiant : ZPSO du prélèvement_003 Description : Voute : Brique et enduit de scellement Résultat : Absence d'amiante	Oui Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives : Plafond	Prelevement_003	

5 - Planchers et planchers techniques

ZPSO du prélèvement_001 : Partie à inspecter : Béton, ragréage et peinture (Sol : Béton, ragréage et peinture).					
Niveau : Sous-sol/Rez-de-jardin					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Archives	1	Identifiant : ZPSO du prélèvement_001 Description : Sol : Béton, ragréage et peinture Résultat : Absence d'amiante	Oui Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives : Sol	Prelevement_001	

ZPSO du prélèvement_009 : Partie à inspecter : Ragréage et peinture de sol (Sol : Ragréage et peinture de sol).					
Niveau : Rez-de-chaussée					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Bureau 0.15	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO du prélèvement_009 <u>Description</u> : Sol : Ragréage et peinture de sol <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Rez-de-chaussée - Bureau 0.15 : Sol	Prelevement_009	

6 - Conduits et accessoires intérieurs

ZPSO du prélèvement_005 : Partie à inspecter : Flocage (Mur D canalisation de chauffage : Flocage).					
Niveau : Sous-sol/Rez-de-jardin					
Localisation	n° de sondage	Description	Echantillon	N° Echantillon	Photo
Archives	1	<u>Identifiant</u> : ZPSO du prélèvement_005 <u>Description</u> : Mur D canalisation de chauffage : Flocage <u>Résultat</u> : Absence d'amiante	Oui Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives : Canalisation	Prelevement_005	

7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques

Sans objet

8 - Équipements divers et accessoires

Sans objet



9 - Fondations et soubassements

Sans objet

10 - Aménagements, voiries et réseaux divers

Sans objet

Composants ne figurant pas sur la Norme NF X 46-020 d'Août 2017

Sans objet

6. – Signatures

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **DEKRA Certification - Immeuble la Boursidière - Porte I - Rue de La Boursidière 92350 LE PLESSIS-ROBINSON**

Fait à **MEYLAN**, le **19/01/2026**

Par : **NEBOUX Yves**

Cachet de l'entreprise



CDIM SAS
2 rue Colonel Chambonnet
69500 BRON
mail: cdim@cdim-expertises.fr
Tel: 04 82 54 01 10
RCS 504 357 203



ANNEXES

Au rapport de mission de repérage n° 2025-11405

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes

7 Annexes

7.1 Schéma de repérage

7.2 Rapports d'essais

7.3 Grilles réglementaires d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

7.4 Conséquences réglementaires et recommandations

7.5 Recommandations générales de sécurité

7.6 Documents annexés au présent rapport



7.1 - Annexe - Schéma de repérage

CDiM SAS – Siège social : 15 chemin de Malacher – 38240 MEYLAN
4 agences en Rhône Alpes :

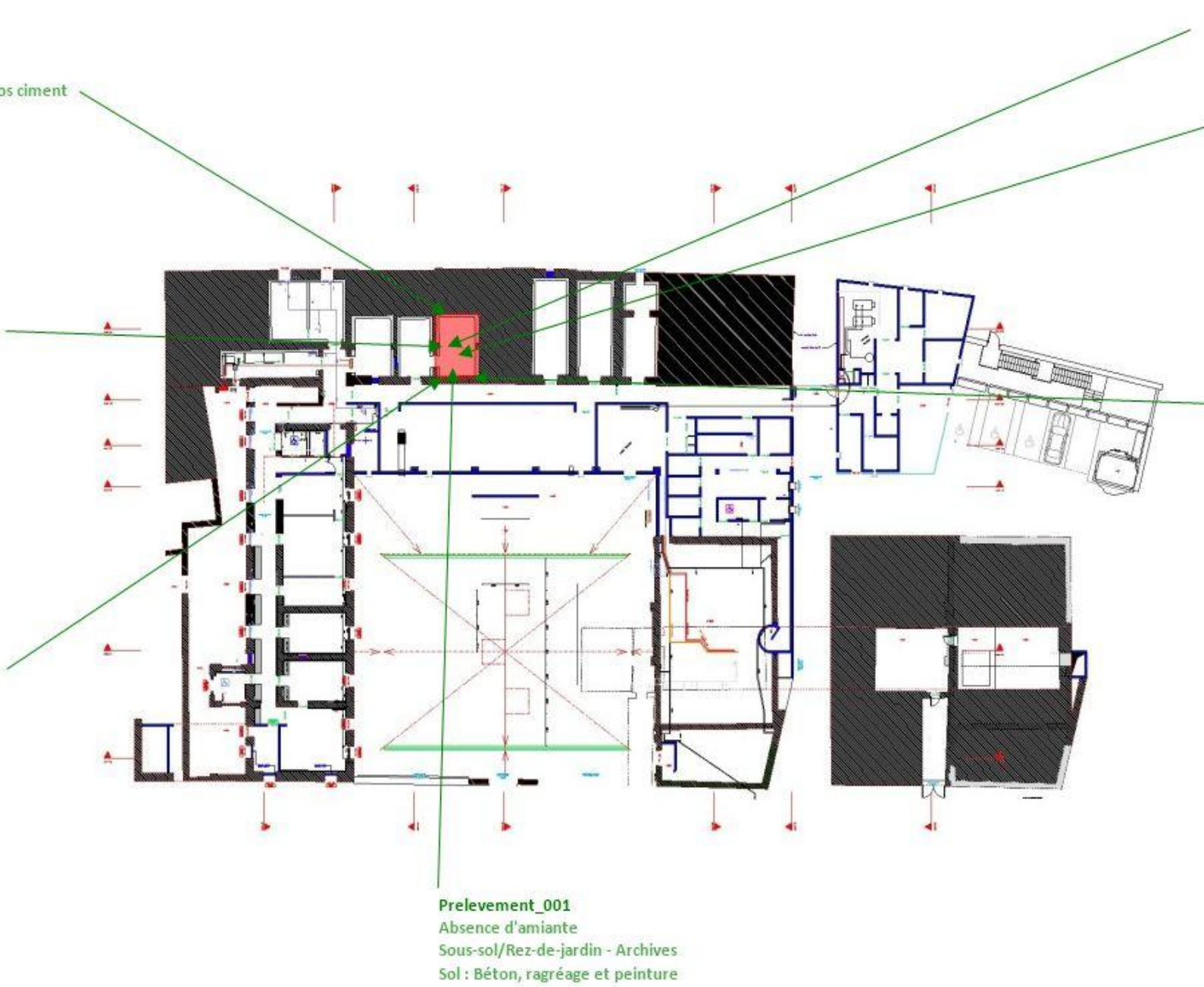
ISERE
38240 MEYLAN

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

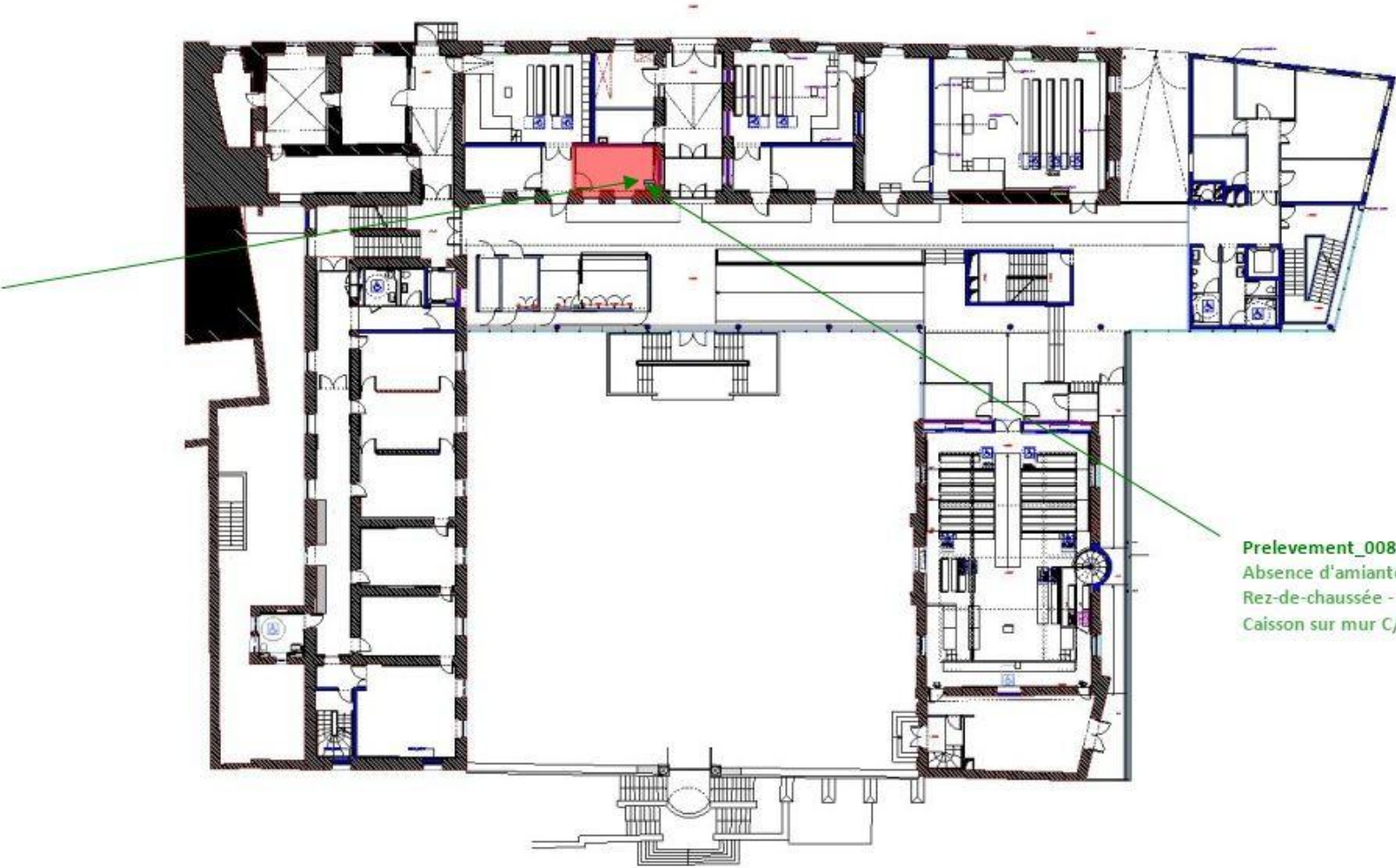


Nom du plan : RDJ_SS_1	
<div><p>Prelevement_006 Absence d'amiante Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives Mur B : Enduit de scellement des agglos ciment</p><p>Prelevement_004 Absence d'amiante Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives Mur A,C,D : Enduit ciment peint</p><p>Prelevement_007 Absence d'amiante Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives Mur D : Enduit ciment projeté</p><p>Prelevement_002 Absence d'amiante Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives Voute : Enduit ciment peint</p><p>Prelevement_003 Absence d'amiante Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives Voute : Brique et enduit de scellement</p><p>Prelevement_005 Absence d'amiante Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives Mur D canalisation de chauffage : Flocage</p><p>Prelevement_001 Absence d'amiante Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives Sol : Béton, ragréage et peinture</p></div>	<p>Planche (Croquis) de repérage Technique</p> <p>Entreprise réalisant le repérage :</p> <p>CDIM SAS</p> <p>Rédacteur : NEBOUX Yves</p> <p>Adresse du bien :</p> <p>Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau</p> <p>42328 ROANNE (France)</p> <p>Informations relatives au rapport du repérage :</p> <p>Réf. du rapport : 2025- 11405</p> <p>Date : 19/01/2026</p>



Nom du plan : rdc_1

Prelevement_009
Absence d'amiante
Rez-de-chaussée - Bureau 0.15
Sol : Ragréage et peinture de sol



Prelevement_008
Absence d'amiante
Rez-de-chaussée - Bureau 0.15
Caisson sur mur C/D : Bande à joint et enduit peint

Planche (Croquis)
de repérage
Technique

Entreprise réalisant le
repérage :

CDIM SAS

Rédacteur : NEBOUX Yves

Adresse du bien :

Palais de Justice de Roanne,
5 Place Georges
Clemenceau

42328 ROANNE (France)

Informations relatives au
rapport du repérage :

Réf. du rapport : 2025-
11405

Date : 19/01/2026

Dossier n°
2025-11405

Rapport du :
19/01/2026

**Rapport de Mission de repérage des
matériaux et produits contenant de
l'amiante avant réalisation de travaux**



Page 18 / 58

Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.

CDiM SAS – Siège social : 122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC






HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

Tél. : 04 82 54 01 10 – cdim@cdim-expertises.fr - N°SIREN : 504 357 203 00042/59
Compagnie d'assurance : AXA n°10272640004
Modèle de rapport version 22/07/2022



7.2 - Annexe - Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
ZPSO du prélèvement_001- Prelevement_001	Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Béton, ragréage et peinture	Sol : Béton, ragréage et peinture Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Sol : Béton, ragréage et peinture Réf. laboratoire: IT112601-4449 Commentaires Laboratoire: [Met] Peinture non séparable matériau compact gris hétérogène ([Met] Peinture non séparable + matériau compact gris hétérogène) Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)	
ZPSO du prélèvement_002- Prelevement_002	Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives	4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds	Enduit ciment peint	Voute : Enduit ciment peint Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Voute : Enduit ciment peint Réf. laboratoire: IT112601-4450 Commentaires Laboratoire: [Met] Peinture non séparable enduit compact gris en vrac ([Met] Peinture non séparable + enduit compact gris en vrac) Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)	
ZPSO du prélèvement_003- Prelevement_003	Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives	4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds	Brique et enduit de scellement	Voute : Brique et enduit de scellement Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Voute : Brique et enduit de scellement Réf. laboratoire: IT112601-4451 Commentaires Laboratoire: [Met] Matériau compact rouge enduit plâtreux beige en vrac non séparable ([Met] Matériau compact rouge + enduit plâtreux beige en vrac non séparable) Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)	
ZPSO du prélèvement_004- Prelevement_004	Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit ciment peint	Mur A,C,D : Enduit ciment peint Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Mur A,C,D : Enduit ciment peint Réf. laboratoire: IT112601-4452 Commentaires Laboratoire: [Met] Peinture non séparable enduit compact gris ([Met] Peinture non séparable + enduit compact gris) Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)	
ZPSO du prélèvement_005- Prelevement_005	Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives	6 - Conduits et accessoires intérieurs - Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)	Flocage	Mur D canalisation de chauffage : Flocage Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Mur D canalisation de chauffage : Flocage Réf. laboratoire: IT112601-4453 Commentaires Laboratoire: [Met] Matériau cotonneux blanc avec poussières ([Met] Matériau cotonneux blanc avec poussières) Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)	




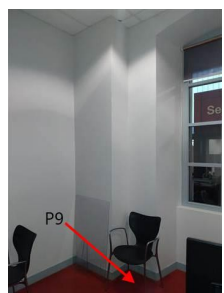
CDiM SAS – Siège social :122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description	Photo
ZPSO du prélèvement_006- Prelevement_006	Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit de scellement des agglos ciment	Mur B : Enduit de scellement des agglos ciment Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Mur B : Enduit de scellement des agglos ciment Réf. laboratoire: IT112601-4454 Commentaires Laboratoire: [Met] Enduit compact gris ([Met] Enduit compact gris) Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)	
ZPSO du prélèvement_007- Prelevement_007	Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Enduit ciment projeté	Mur D : Enduit ciment projeté Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Mur D : Enduit ciment projeté Réf. laboratoire: IT112601-4455 Commentaires Laboratoire: [Met] Matériau compact beige non séparable enduit compact gris ([Met] Matériau compact beige non séparable + enduit compact gris) Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)	
ZPSO du prélèvement_008- Prelevement_008	Rez-de-chaussée - Bureau 0.15	3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Bande à joint et enduit peint	Caisson sur mur C/D : Bande à joint et enduit peint Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Caisson sur mur C/D : Bande à joint et enduit peint Réf. laboratoire: IT112601-4456 Commentaires Laboratoire: [Met] Peinture non séparable matériau plâtreux blanc non séparable papier non séparable matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée ([Met] Peinture non séparable + matériau plâtreux blanc non séparable + papier non séparable + matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée) Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)	
ZPSO du prélèvement_009- Prelevement_009	Rez-de-chaussée - Bureau 0.15	5 - Planchers et planchers techniques - Revêtements de sols	Ragréage et peinture de sol	Sol : Ragréage et peinture de sol Commentaires prélèvement: Detail Couches à analyser: Sol : Ragréage et peinture de sol Réf. laboratoire: IT112601-4457 Commentaires Laboratoire: [Met] Peinture non séparable matériau compact rouge non séparable ragréage gris non séparable matériau beige ([Met] Peinture non séparable + matériau compact rouge non séparable + ragréage gris non séparable + matériau beige) Analyse à réaliser: Toutes les couches (1 à 1)	

Dossier n°
2025-11405

Rapport du :
19/01/2026

**Rapport de Mission de repérage des
matériaux et produits contenant de
l'amiante avant réalisation de travaux**



Page 21 / 58

Copie des rapports d'essais :

CDiM SAS – Siège social : 122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

Tél. : 04 82 54 01 10 – cdim@cdim-expertises.fr - N°SIREN : 504 357 203 00042/59
Compagnie d'assurance : AXA n°10272640004
Modèle de rapport version 22/07/2022



Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tél : 04.77.79.52.80
Fax : 04.77.79.52.99
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT112601-4449 EN DATE DU 15/01/2026 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Cliant :

CDiM - AGENCE DE BRON
Yves NEBOUX
2 Rue du Colonel Chambonnet
69500 Bron

Prélèvement :

Commande ITGA : IT1126-478
Echantillon ITGA : IT112601-4449
Reçu au laboratoire le : 13/01/2026

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	2025-11405_2026_01_08_1437_5992
Dossier client	2025-11405 - Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau 42328 ROANNE France
Echantillon	Prelevement_001 - Sol : Beton, ragreage et peinture - Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives
Description ITGA	Peinture / Matériau compact gris hétérogène

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Peinture non séparable + Matériau compact gris hétérogène (1)	META (A) le 15/01/2026 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 1	Amiante non détecté (2)	---	Analyste : IDR (3)

(1) La prise d'essai ne permet pas la dissociation des couches car il existe un risque de contamination entre les couches (couches en vrac ou couches fines).

(2) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(3) Pour les couches non-séparables et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie sur la prise d'essai. La limite de détection est garantie sur chaque couche si la prise d'essai contient au plus 2 couches en quantité suffisante pour analyse.

Validé par : Maxime BECK Responsable Laboratoire Adjoint

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 27

Page 1 / 1

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tél : 04.77.79.52.80
Fax : 04.77.79.52.99
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT112601-4450 EN DATE DU 15/01/2026 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Cliant :

CDiM - AGENCE DE BRON
Yves NEBOUX
2 Rue du Colonel Chambonnet
69500 Bron

Prélèvement :

Commande ITGA : IT1126-478
Echantillon ITGA : IT112601-4450
Reçu au laboratoire le : 13/01/2026

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	2025-11405_2026_01_08_1437_5992
Dossier client	2025-11405 - Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau 42328 ROANNE France
Echantillon	Prelevement_002 - Voute : Enduit ciment peint - Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives
Description ITGA	Peinture / Enduit compact gris en vrac

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
▶ (Peinture non séparable) + Enduit compact gris en vrac (1)	META (A) le 15/01/2026 Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (2)	---	Analyste : MOE (3)

(1) La prise d'essai ne permet pas la dissociation des couches car il existe un risque de contamination entre les couches (couches en vrac ou couches fines).

(2) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(3) Pour les couches réceptionnées en vrac et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie uniquement sur la prise d'essai et non par couche.

La (les) couche(s) demandée(s) ont fait l'objet de prises d'essai ciblées mais n'ont pas pu être séparées des couches identifiées entre parenthèses pour lesquelles la limite de détection n'est pas garantie.

Validé par : Maxime BECK Responsable Laboratoire Adjoint

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 27

Page 1 / 1

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tél : 04.77.79.52.80
Fax : 04.77.79.52.99
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT112601-4451 EN DATE DU 15/01/2026 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Cliant :

CDiM - AGENCE DE BRON
Yves NEBOUX
2 Rue du Colonel Chambonnet
69500 Bron

Prélèvement :

Commande ITGA : IT1126-478
Echantillon ITGA : IT112601-4451
Reçu au laboratoire le : 13/01/2026

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	2025-11405_2026_01_08_1437_5992
Dossier client	2025-11405 - Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau 42328 ROANNE France
Echantillon	Prelevement_003 - Voute : Brique et enduit de scellement - Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives
Description ITGA	Matériau compact rouge / Enduit plâtreux beige en vrac

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Matériau compact rouge + Enduit plâtreux beige en vrac non séparable (1)	META (A) le 15/01/2026 Nombre de préparations : 3 Nombre de supports d'analyse : 3	Amiante non détecté (2)	---	Analyste : JKS (3)

(1) La prise d'essai ne permet pas la dissociation des couches car il existe un risque de contamination entre les couches (couches en vrac ou couches fines).

(2) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(3) Pour les couches réceptionnées en vrac et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie uniquement sur la prise d'essai et non par couche.

Validé par : Maxime BECK Responsable Laboratoire Adjoint

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 27

Page 1 / 1

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tél : 04.77.79.52.80
Fax : 04.77.79.52.99
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT112601-4452 EN DATE DU 15/01/2026 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

CDiM - AGENCE DE BRON
Yves NEBOUX
2 Rue du Colonel Chambonnet
69500 Bron

Prélèvement :

Commande ITGA : IT1126-478
Echantillon ITGA : IT112601-4452
Reçu au laboratoire le : 13/01/2026

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	2025-11405_2026_01_08_1437_5992
Dossier client	2025-11405 - Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau 42328 ROANNE France
Echantillon	Prelevement_004 - Mur A,C,D : Enduit ciment peint - Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives
Description ITGA	Peinture / Enduit compact gris

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Peinture non séparable + Enduit compact gris (1)	META (A) le 15/01/2026 Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (2)	---	Analyste : MOE (3)

(1) La prise d'essai ne permet pas la dissociation des couches car il existe un risque de contamination entre les couches (couches en vrac ou couches fines).

(2) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(3) Pour les couches réceptionnées en vrac et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie uniquement sur la prise d'essai et non par couche.

Validé par : Maxime BECK Responsable Laboratoire Adjoint

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tél : 04.77.79.52.80
Fax : 04.77.79.52.99
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT112601-4453 EN DATE DU 15/01/2026 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

CDIM - AGENCE DE BRON
Yves NEBOUX
2 Rue du Colonel Chambonnet
69500 Bron

Prélèvement :

Commande ITGA : IT1126-478
Echantillon ITGA : IT112601-4453
Reçu au laboratoire le : 13/01/2026

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	2025-11405_2026_01_08_1437_5992
Dossier client	2025-11405 - Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau 42328 ROANNE France
Echantillon	Prelevement_005 - Mur D canalisation de chauffage : Flocage - Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives
Description ITGA	Matériau cotonneux blanc avec poussières

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscope Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : Prélèvement et montage adapté sur lame de microscopie
- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Optique à Lumière Polarisée (parties pertinentes de la norme NF ISO 22262-1) : Morphologie et critères optiques
La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.
- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
▶ Matériau cotonneux blanc avec poussières	MOLP + META (A) le 15/01/2026 Nombre de préparations : 3 Nombre de supports d'analyse : 3	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : IDR

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

Validé par : Maxime BECK Responsable Laboratoire Adjoint

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 27

Page 1 / 1

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tél : 04.77.79.52.80
Fax : 04.77.79.52.99
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT112601-4454 EN DATE DU 15/01/2026 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Cliant :

CDiM - AGENCE DE BRON
Yves NEBOUX
2 Rue du Colonel Chambonnet
69500 Bron

Prélèvement :

Commande ITGA : IT1126-478
Echantillon ITGA : IT112601-4454
Reçu au laboratoire le : 13/01/2026

Réf. Cliant : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le cliant qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	2025-11405_2026_01_08_1437_5992
Dossier cliant	2025-11405 - Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau 42328 ROANNE France
Echantillon	Prelevement_006 - Mur B : Enduit de scellement des agglos ciment - Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives
Description ITGA	Enduit compact gris

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Enduit compact gris	META (A) le 15/01/2026 Nombre de préparations : 3 Nombre de supports d'analyse : 3	Amiante non détecté (1)	---	Analyste : AGQ (2)

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(2) Pour les couches réceptionnées en vrac et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie uniquement sur la prise d'essai et non par couche.

Validé par : Maxime BECK Responsable Laboratoire Adjoint

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du cliant, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 27

Page 1 / 1

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tél : 04.77.79.52.80
Fax : 04.77.79.52.99
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT112601-4455 EN DATE DU 15/01/2026 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

CDiM - AGENCE DE BRON
Yves NEBOUX
2 Rue du Colonel Chambonnet
69500 Bron

Prélèvement :

Commande ITGA : IT1126-478
Echantillon ITGA : IT112601-4455
Reçu au laboratoire le : 13/01/2026

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	2025-11405_2026_01_08_1437_5992
Dossier client	2025-11405 - Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau 42328 ROANNE France
Echantillon	Prelevement_007 - Mur D : Enduit ciment projete - Sous-sol/Rez-de-jardin - Archives
Description ITGA	Matériau compact beige / Enduit compact gris

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Matériau compact beige non séparable + Enduit compact gris (1)	META (A) le 15/01/2026 Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (2)	---	Analyste : JKS (3)

(1) La prise d'essai ne permet pas la dissociation des couches car il existe un risque de contamination entre les couches (couches en vrac ou couches fines).

(2) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(3) Pour les couches réceptionnées en vrac et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie uniquement sur la prise d'essai et non par couche.

Validé par : Maxime BECK Responsable Laboratoire Adjoint

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tél : 04.77.79.52.80
Fax : 04.77.79.52.99
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT112601-4456 EN DATE DU 15/01/2026 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

CDIM - AGENCE DE BRON
Yves NEBOUX
2 Rue du Colonel Chambonnet
69500 Bron

Prélèvement :

Commande ITGA : IT1126-478
Echantillon ITGA : IT112601-4456
Reçu au laboratoire le : 13/01/2026

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	2025-11405_2026_01_08_1437_5992
Dossier client	2025-11405 - Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau 42328 ROANNE France
Echantillon	Prelevement_008 - Caisson sur mur C/D : Bande a joint et enduit peint - Rez-de-chaussee - Bureau 0.15
Description ITGA	Peinture / Matériau plâtreux blanc / Papier / Matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée

Préparation Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscope Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Peinture non séparable + Matériau plâtreux blanc non séparable + Papier non séparable + Matériau plâtreux blanc avec couche cartonnée (1)	META (A) le 15/01/2026 Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (2)	---	Analyste : JKS (3)

(1) La prise d'essai ne permet pas la dissociation des couches car il existe un risque de contamination entre les couches (couches en vrac ou couches fines).

(2) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(3) Pour les couches non-séparables et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie sur la prise d'essai. La limite de détection est garantie sur chaque couche si la prise d'essai contient au plus 2 couches en quantité suffisante pour analyse.

Validé par : Maxime BECK Responsable Laboratoire Adjoint

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 27

Page 1 / 1

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



44 rue Jean Huss
42000 SAINT ETIENNE
Tél : 04.77.79.52.80
Fax : 04.77.79.52.99
www.itga.fr



Accréditation n° 1-1761

Portée disponible
sur www.cofrac.fr



L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

RAPPORT D'ESSAI N° IT112601-4457 EN DATE DU 15/01/2026 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR UN PRELEVEMENT DE MATERIAU

Ce rapport d'essai ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.

Client :

CDiM - AGENCE DE BRON
Yves NEBOUX
2 Rue du Colonel Chambonnet
69500 Bron

Prélèvement :

Commande ITGA : IT1126-478
Echantillon ITGA : IT112601-4457
Reçu au laboratoire le : 13/01/2026

Réf. Client : Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites ci-dessous.

Commande	2025-11405_2026_01_08_1437_5992
Dossier client	2025-11405 - Palais de Justice de Roanne, 5 Place Georges Clemenceau 42328 ROANNE France
Echantillon	Prelevement_009 - Sol : Ragréage et peinture de sol - Rez-de-chaussee - Bureau 0.15
Description ITGA	Peinture / Matériau compact rouge / Ragréage gris / Matériau beige

Préparation

Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :

- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :
 - (A) - Traitement mécanique en milieu aqueux
 - (B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme

Technique Analytique

- Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, EDX et diffraction électronique
- La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat :

Fraction Analysée	Technique analytique (Méthode de préparation) et date d'analyse	Résultat	Variété d'amiante	Eléments analytiques
Peinture non séparable + Matériau compact rouge non séparable + Ragréage gris non séparable + Matériau beige (1)	META (A) le 15/01/2026 Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (2)	---	Analyste : JKS (3)

(1) La prise d'essai ne permet pas la dissociation des couches car il existe un risque de contamination entre les couches (couches en vrac ou couches fines).

(2) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(3) Pour les couches non-séparables et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie sur la prise d'essai. La limite de détection est garantie sur chaque couche si la prise d'essai contient au plus 2 couches en quantité suffisante pour analyse.

Validé par : Maxime BECK Responsable Laboratoire Adjoint

La reproduction de ce rapport d'essai n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.
Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164 rev 27

Page 1 /

CDiM SAS – Siège social : 122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

Tél. : 04 82 54 01 10 – cdim@cdim-expertises.fr - N°SIREN : 504 357 203 00042/59

Compagnie d'assurance : AXA n°10272640004

Modèle de rapport version 22/07/2022



7.3 - Annexe - Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux ou produit qualifié de dégradés

Localisation	Identifiant + Description	Etat de conservation	Mesures d'ordre générales préconisées
Néant	-		

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des autres matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

CDiM SAS – Siège social :122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

Tél. : 04 82 54 01 10 – cdim@cdim-expertises.fr - N°SIREN : 504 357 203 00042/59

Compagnie d'assurance : AXA n°10272640004

Modèle de rapport version 22/07/2022

7.4 - Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

- Réalisation d'une « évaluation périodique »,** lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
 - Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
 - Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
- Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »,** lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
 - Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
 - Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
- Réalisation d'une « action corrective de second niveau »,** qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
 - Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.

CDiM SAS – Siège social :122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

Rapport du :
19/01/2026



Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;

c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

CDiM SAS – Siège social : 122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

7.5 - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrément important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr. De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions

CDiM SAS – Siège social : 122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

Tél. : 04 82 54 01 10 – cdim@cdim-expertises.fr - N°SIREN : 504 357 203 00042/59

Compagnie d'assurance : AXA n°10272640004

Modèle de rapport version 22/07/2022

Rapport du :
19/01/2026



de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

CDiM SAS – Siège social : 122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

7.6 - Annexe - Autres documents



Palais de justice de Roanne

5 place Georges Clémenceau
42300 ROANNE



C.C.T.P.

Lot n°10


**Travaux spéciaux - Béton projeté
Voûtes des archives**

N° Dossier	5901
Date	07/05/2024
Phase	DCE
Indice	A

MAITRE D'OUVRAGE

Ministère de la Justice, DIR SG Centre-Es
20 Boulevard Eugène Deruelle
69432 LYON Cedex 03


ARCHITECTE :

 EUTOPIA Architectes
10 Rue Marius Patinaud
42000 ST ETIENNE

BE FLUIDES :

 BDIBAT
12 rue Jules Simon
42100 ST ETIENNE

BE STRUCTURE :

 BOST
Ingénierie
1997 rue Jeab Rostand
42350 LA TALAUDIERE

ECONOMISTE DE LA CONSTRUCTION :

 GBA & co
7 rue Pablo Picasso
42000 SAINT-ETIENNE



5901 - Palais de justice de Roanne
C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté
Voûtes des archives

DCE - Edition du 7/05/2024

Table des matières

1 Prescriptions particulières.....	3
1.1 CCTP 0 - Prescriptions communes.....	3
1.4 Documents permettant d'apprécier la nature des prestations.....	4
1.18 Prescriptions des bétons.....	6
1.19 Prescriptions des coffrages.....	7
1.20 Mise en Oeuvre & Finitions des ouvrages.....	8
1.21 Les catégories de déchets.....	10
1.22 Gestion des déchets.....	11
2 Réfection des voûtes des sous-sols.....	12
3 Prestation d'Électricité.....	15
4 Prestation de CVC.....	16
4.1 Dévoisement et reprise de gaines générales.....	16
4.2 Reprise ventilation des archives.....	17
5 Prestation de plâtrerie peinture.....	18



Document établi par

Page 2/20

CDiM SAS – Siège social :122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE



Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux




5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
1	Prescriptions particulières	
1.1	CCTP 0 - Prescriptions communes L'entreprise adjudicatrice doit se référer au "CCTP 0 - Prescriptions communes", qui forme les prescriptions générales de l'opération, et qui concerne l'ensemble des corps d'états techniques de la consultation. L'offre de l'entreprise comprendra l'ensemble des incidences financières induites par la prise en compte des stipulations de tous les documents cités au sein du "CCTP 0 - Prescriptions communes". L'entreprise titulaire du présent corps d'état technique s'engage à prendre en compte l'ensemble des pièces constitutives du dossier de consultation des autres corps d'état techniques pour l'établissement de son offre.	
1.2	Documents de référence Les travaux de curage ne faisant l'objet d'aucun DTU, ni CCTG, aucun document de référence contractuel ne peut être cité ici. Les travaux de curage devront par contre respecter les différentes réglementations les concernant, notamment : - Les réglementations locales (arrêtés municipaux et préfectoraux) concernant les démolitions, ou, à défaut les instructions des services publics concernés - Les réglementations concernant la sécurité - Les textes relatifs à l'hygiène et à la sécurité sur les chantiers, à la protection de l'environnement etc. - Les textes relatifs aux limitations des bruits de chantier (à défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant le limitation des nuisances provoquées par les chantiers seront strictement applicables) L'entrepreneur du présent lot se référera aux prescriptions, stipulations, normes et règlements des documents officiels existants, applicables aux travaux objets du présent lot et notamment aux prescriptions et recommandations techniques des fournisseurs et fabricants de matériaux mis en oeuvre dans le cadre de la présente opération. Il ne sera toléré aucune dérogation aux règles édictées dans les divers documents, et le fait, par l'Entrepreneur de ne pas s'y conformer strictement, pourra entraîner le refus par la maîtrise d'Oeuvre d'ouvrages non conformes. Les procédés non traditionnels feront obligatoirement l'objet d'un avis technique du C.S.T.B. en cours de validité. Les matériaux employés et leur mise en oeuvre seront conformes aux prescriptions ou recommandations énoncées dans cet avis. <i>NB : les procédés ne bénéficiant pas d'un avis technique, devront au minimum faire l'objet d'un cahier des clauses techniques en cours de validité, approuvé par le Contrôleur Technique.</i>	
1.3	Consistance des travaux <u>OBJECTIF DES TRAVAUX :</u> L'entreprise devra curer l'ensemble de la zone sanitaire et la salle d'Urfé afin d'extraire tous les matériaux réputés non inertes. Dans le cas où certains ouvrages seront conservés, seuls les ouvrages figurant sur les plans projet et les plans de curage fournis doivent subsister après les travaux de déconstruction. L'ensemble des ouvrages repérés sur les plans d'état des lieux et ne figurant plus sur les plans projet sont à démolir au titre du présent corps d'état technique. <u>GRAVOIS, DECHETS ET MATERIAUX :</u> - Mise en place des bennes fermées en nombre adaptées suivant le type de déchets. - Ensachage pour éviter la propagation des poussières - Démontage, descellement, enlèvement, descente, toutes manutentions, sortie, roulage - Chargement des gravois, déchets et matériaux de toutes sortes sur véhicules compris évacuation aux décharges ou aux centres de stockage ou de filières locales de valorisation des matériaux de déconstruction - Nettoyage général du site et des locaux Obligation de l'entrepreneur L'entrepreneur sera contractuellement réputé avoir, avant la remise de son offre, visité le site sur lequel doit se réaliser les travaux. Lors de cette visite, il aura pris connaissance de la nature, de l'importance, etc ... des travaux préliminaires à réaliser. Canalisations et câbles rencontrés Dans le cas de rencontre de réseau en service lors de l'exécution des fouilles, toutes dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour ne pas endommager les canalisations ou câbles rencontrés. Dès localisation d'un de ces ouvrages, l'entrepreneur devra immédiatement en avvertir le Maître de l'Ouvrage et le Service concessionnaire concerné. L'entrepreneur devra assurer la sauvegarde et la protection de ce réseau rencontré pendant toute la durée nécessaire en accord avec le Service concerné. Une protection sera demandée à EDF pour les câbles aériens à mettre en oeuvre. Salissures du domaine public Pendant toute la durée des travaux, les voies, trottoirs etc... du domaine public, devront toujours être maintenus en parfait état de propreté. En cas de non respect de cette obligation, l'entrepreneur sera seul responsable des conséquences. Les travaux dus au titre du présent lot comporteront : - Les mises au point techniques à partir des documents joints au dossier marché - Les plans d'atelier et de chantier (PAC)	
		Document établi par
		Page 3/20

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
	<ul style="list-style-type: none">- La protection des ouvrages contigus et du matériel pendant les travaux- Les échafaudages règlementaires adaptés au site, ainsi que les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité du personnel- Les essais à la plaque- L'enlèvement de tous les déchets, débris et emballages provenant de ses travaux- L'évacuation des terres en surplus	
1.4	Documents permettant d'apprécier la nature des prestations	
	<p>Les documents permettant d'apprécier la nature et la consistance des travaux de curage sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- Les plans d'état des lieux- Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes- Les différents diagnostics réalisés- Le cahier des charges des déposes soignées entrant dans le cadre du réemploi <p>Il est précisé que ces documents n'ont pas un caractère limitatif. L'entrepreneur demeure responsable de son étude et ne pourra après signature du marché, ni refuser d'exécuter des travaux complémentaires indispensables à la finition de son corps d'état technique, ni prétendre à une augmentation de son prix forfaitaire ou à une prolongation du délai contractuel.</p>	
1.5	Prestations à la charge de l'entreprise	
	<p>L'entrepreneur aura à sa charge les frais de voirie et de signalisation, assurances, autorisations, démarches et formalités administratives, sécurité et passerelle de protection des personnes au droit des fouilles en tranchées, protection des ouvrages mitoyens, protection des plantations et des arbres conservés, remise en état du site, des voies d'accès, de la voirie et du terrain etc...</p>	
1.6	Contrôle du compactage	
	<p>Les essais à la plaque pour le contrôle du compactage sur fond de forme avant remblaiement, sur remblaiement, sur couche de forme et sur couche de substitution, avant exécution des revêtements de surface prévus au présent lot, seront réceptionnés par l'Architecte en présence de l'entrepreneur du présent lot.</p> <p>Dans la mesure où les essais à la plaque ne seraient pas conformes, de nouveaux essais seront réalisés, après reprise des matériaux et du compactage.</p> <p>Ces derniers seront à la charge exclusive de l'entrepreneur du présent lot et ne pourront en aucun cas lui être rémunérés.</p>	
1.7	Sujétions liés aux risques météorologiques	
	<p>L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires quelles qu'elles soient pour assurer l'évacuation des eaux superficielles lors de périodes météorologiques défavorables (pluie, orage, grêle, neige etc...) le plus vite possible et ceci pendant toute la durée des travaux et jusqu'à la réception.</p> <p>Dans le cas d'impossibilité d'écoulement gravitaire, l'évacuation devra être assurée par pompage.</p> <p>Les frais entraînés pour satisfaire à ces impératifs d'évacuation des eaux superficielles sont implicitement compris dans les prix du marché</p>	
1.8	Démarches et autorisations	
	<p>L'entrepreneur sera tenu de faire toutes demandes d'autorisations et dérogations nécessaires aux administrations ou services compétents :</p> <ul style="list-style-type: none">- Services Techniques Municipaux- Services des Eaux- Electricité de France- concessionnaires Gaz- France Télécom- Direction Départementale de l'Equipeement- Etc... Liste non exhaustive <p>L'entrepreneur aura à sa charge les frais de voirie, balisage et signalisation, assurances, démarches et formalités administratives.</p> <p>L'entreprise aura à sa charge toutes les procédures afin d'obtenir les autorisations de circulation sur la voie publique ou de neutralisation. De plus elle devra mettre en place la signalisation et les ouvrages adéquats.</p> <p>L'entreprise devra de demander l'autorisation pour le ramassage des déchets suite au tri sélectif sur chantier.</p>	
1.9	Autorisations et horaires	
	<ul style="list-style-type: none">- L'Entreprise devra prendre contact en temps utile avec les services compétents et se renseigner sur les conditions particulières qui pourront lui être imposées pour l'exécution de ses travaux.- L'entreprise devra respecter les heures d'ouvertures du chantier qui lui seront notifiées sur l'autorisation régulière délivrée par les services compétents. Aucun trouble ne devra être, en dehors de ces heures, apporté à la tranquillité du voisinage.	
		Document établi par
		Page 4/20



5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
1.10	Bruits de chantier - Les bruits de chantier ne devront en aucun cas dépasser les niveaux sonores fixés par la réglementation pour le site considéré. - A défaut de réglementation municipale, les dispositions de la réglementation générale concernant le limitation des nuisances provoquées par les chantiers seront strictement applicables. Les travaux bruyants de démolition sont à prévoir en horaires décalés 6h-10h.	
1.11	Implantation et piquetage des ouvrages à réaliser L'implantation et le piquetage des ouvrages devront être réalisés par un Géomètre expert agréé dans le cadre de l'offre de l'entreprise. Ils devront être matérialisés par piquets et blocage béton avec les côtes NGF d'altitude, et à soumettre à l'approbation de l'Architecte. L'entrepreneur doit l'implantation en plan et en altitude, compte tenu de toutes les sujétions prévisibles (talus, surlargeurs, mitoyenneté, etc...) Il effectuera toutes les opérations topographiques complémentaires pour l'implantation de ses ouvrages. L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs qu'il aurait pu commettre et en supportera les conséquences, quelles qu'en soient l'importance et l'époque de leur découverte. Il est tenu de conserver avec soin les bornes de propriété ou autres repères fixes existants à l'ouverture du chantier. L'implantation et le nivellement théorique seront, si nécessaire, modifiés sur place pour obtenir un bon raccordement avec les ouvrages voisins (routes en particulier). L'entrepreneur ne pourra modifier lui-même quoi que ce soit aux plans qui lui auront été remis, par contre, il devra signaler à l'Architecte toutes erreurs, omissions, imprécisions afin qu'il y soit porté remède dans les plus brefs délais.	
1.12	Responsabilités - L'entrepreneur demeurera responsable des dégâts, dégradations, désordres occasionnés par les vibrations ou autres, sur le chantier ou à des tiers, mitoyenneté, voisinage, voiries, réseaux publics, etc... - Il sera également responsable de tous les accidents survenus sur le chantier ou à proximité dûs à un manque de protection ou de signalisation.	
1.13	Prescriptions d'exécution - L'entrepreneur devra prévoir toutes les dispositions nécessaires pour l'exécution de ses travaux suivant le rapport géotechnique. - Il devra également, si les conditions météorologiques le rendent nécessaire, prendre toutes mesures pour éviter des projections de poussières aux abords du chantier. Il sera formellement interdit de faire brûler sur place des bois ou autres matériaux. - Il est bien entendu que l'entreprise sera tenue à la réparation et remise en état sans indemnité de tous dommages causés par le fait de ses travaux.	
1.14	Contrôles et analyses	
1.14.1	Plan de récolement Lors de sa demande de réception des travaux par courrier, chaque entreprise titulaire remettra au Maître d'œuvre les plans de récolement correspondants (2 tirages papier + 1 exemplaire reproductible) et tous les éléments nécessaires à leur validation (fiches techniques, notices de fonctionnement et d'entretien). Le titulaire devra remettre un plan masse au 1/200e de tous les ouvrages exécutés, réalisé par un géomètre agréé et remis au Maître d'œuvre sur support informatique format .DWG. Concernant le plan de récolement informatique des réseaux, ces derniers devront être géoréférencés (CC46) conformément à la nouvelle réglementation DT De même, chaque entreprise devra établir et remettre le Dossier des Interventions Ultérieures sur les Ouvrages (D.I.U.O.) au coordinateur SPS.	
1.15	Sujétions liées à la présence de réseaux de distribution publics L'entrepreneur du présent lot devra prévoir les mesures de sécurité nécessaires pour les travaux à réaliser : - A proximité des lignes électriques BT ou HT aériennes ou souterraines, et du réseau d'éclairage public, notamment pour l'implantation de la grue ou des grues de service qui ne pourront se faire sans l'accord des services d'Electricité de France - A proximité du réseau gaz, qui ne pourront se faire sans l'accord des services de Gaz de France - A proximité du réseau téléphone, qui ne pourront se faire sans l'accord des services de France Télécom - Etc... Liste non exhaustive L'entrepreneur devra se mettre en rapport avec les différents services intéressés avant le commencement des travaux.	
		Page 5/20




5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
1.16	Principes d'interventions et recommandations d'exécution L'attention de l'entrepreneur est attirée sur les principes d'interventions et les recommandations d'exécution préconisés par le bureau d'études de structure tels que : étalement des ouvrages en porte à faux, étalement des poutres, étais tire-pousse en phase provisoire, dalle pleine, prédalles, plancher préfabriqué, etc....	
1.17	Sécurité des travailleurs Les marches d'escaliers d'accès aux étages supérieurs seront exécutés à l'avancement des travaux afin de permettre l'approvisionnement des matériaux et garantir la sécurité des travailleurs pendant la durée des travaux. L'entrepreneur du présent lot devra les protections collectives générales sur ses ouvrages ainsi que leurs maintenances pendant la durée de son intervention.	
1.18	Prescriptions des bétons	
1.18.1	Bétons contrôlés normalisés BCN Ces bétons doivent répondre aux spécifications de la norme NF EN 206 -1 en particulier la définition technique des bétons contrôlés normalisés BCN en ce qui concerne : <ul style="list-style-type: none">- La nature et la classe du liant- Les ajouts éventuels- La consistance (les rajouts d'eau étant interdits)- La résistance caractéristique- La granulométrie mini-maxi des agrégats- La classe d'environnement- Le type de béton utilisé Ils seront avec autocontrôles surveillés	
1.18.2	Ciments Les ciments utilisés devront répondre aux spécifications de la norme NF P 15-301 et bénéficier de la marque NF-VP. La nature et la classe du ciment devront être appropriées à l'emploi et aux conditions d'environnement en service du béton (cas d'eau sulfatée, eaux agressives, etc...) et à la nature des granulats : <ul style="list-style-type: none">- CEM I Portland (ex-CPA) pour poteaux, murs, poutres, dalles, etc...- CEM II Portland composé (ex-CPJ)- Ciment prise-mer conforme à la norme NF P 15-317	
1.18.3	Granulats Les granulats utilisés devront répondre aux spécifications de l'une des normes NF P 18-301 ou NF P 18-302. La dimension maximale des granulats doit être compatible avec les dimensions de l'ouvrage à réaliser et l'espacement des armatures prévues dans cet ouvrage dans le cadre des prescriptions des règles en vigueur.	
1.18.4	Armatures Les aciers utilisés devront répondre aux spécifications des normes NF A 35-014 à NF A 35-019, NF 35-024 ou XP 35-031. De plus, les barres ou fils à haute adhérence et les treillis soudés devront être agréés par la "commission interministérielle d'homologation et de contrôle des armatures pour béton armé". Classification : <ul style="list-style-type: none">- Fe E 24 (235 MPa) pour les aciers doux et lisses- Fe E 50 (500 MPa) pour les aciers à haute adhérence et les treillis soudés L'entrepreneur aura à sa charge la fourniture et la mise en place des armatures HA, panneaux treillis soudés, broches en acier HA pour liaison, etc... et devra tenir compte dans ses prix unitaires des sujétions pour chutes et ligatures, recouvrements, etc... Les attentes système Start seront conformes aux certificats NF-AFCAB.	
1.18.5	Adjuvants Les adjuvants utilisés devront répondre aux spécifications des normes NF P 18-103, NF P 18-331 à 18-338 et bénéficier d'un droit d'usage de la marque NF ou être choisis parmi ceux figurant sur la liste des adjuvants établie par la COPLA.	
1.18.6	Eau de gâchage L'eau de gâchage utilisée pourra être de l'eau distribuée par des réseaux publics ainsi que toutes eaux potables. Dans les autres cas, l'eau de gâchage utilisée devra répondre aux spécifications de la norme NF P 18-303. Dans le cas où il n'y a pas de réseau d'eau sur site, l'entreprise devra prendre en charge l'approvisionnement d'eau nécessaire à la réalisation de ces prestations. Cette prise en charge comprend le transport, la location éventuelle de citernes, cuves et tout autre moyens.	
		Document établi par
		Page 6/20

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
1.18.7	Essais des bétons Des essais d'écrasement sur éprouvettes béton seront à la charge de l'entreprise et effectués par un laboratoire agréé par le Maître d'Oeuvre et le Bureau de Contrôle. Les prélèvements et contrôles seront effectués de façon inopinée.	
1.18.8	Lieu d'emploi des bétons et classe d'environnement Lieu d'emploi des bétons et classe d'environnement exigible suivant normes et DTU. Nota : Dans les prescriptions ci-après il n'est pas fait de distinction entre béton intérieur et extérieur, le béton étant seulement défini par la destination (poteaux, murs, poutres, dalles, dallages, etc...)	
1.18.9	Opérations de finitions Les opérations de finitions comprendront implicitement : <ul style="list-style-type: none">- Les rebouchages, ragréages, finitions prêt à recevoir les enduits de finition- Les réservations nécessaires à l'exécution des ouvrages- L'exécution de ragréage adapté sur les ouvrages présentant certains défauts localisés (défaut d'enrobage des armatures, épaufrure, nids de cailloux, etc...)- Toutes les opérations de ragréage nécessaires pour respecter les tolérances dimensionnelles de l'ouvrage fini- Les percements et scellements effectués à postériori dans le béton durci exécutés de façon à ne pas compromettre les qualités requises de l'ouvrage fini	
1.18.10	Contrôles et essais AQC L'entrepreneur devra procéder aux essais et vérifications de fonctionnement de l'ensemble de ces ouvrages et installations. Pour ce qui concerne les réseaux, il devra les essais d'étanchéité des réseaux enterrés eaux usées, eaux vannes, eaux pluviales. La vérification par caméra sera obligatoire. Les essais sont à réaliser par les soins de l'entrepreneur et sous son entière responsabilité. Il aura à sa charge tous les frais de contrôles et d'essais, la mise à disposition des charges nécessaires ainsi que la mise à disposition du personnel qualifié. Ces essais seront effectués conformément aux dispositions figurant dans le document technique AQC. Les résultats seront transcrits sur des procès-verbaux. Ces pièces seront communiqués au Maître d'Ouvrage et au Contrôleur Technique.	
1.19	Prescriptions des coffrages	
1.19.1	Mise en oeuvre des coffrages Les travaux de mise en oeuvre des coffrages comprendront : <ul style="list-style-type: none">- Coffrage indéformable, imperméable et présentant des parements nets de décoffrage, soignés, uniformes, homogènes, vide de cailloux, de zone sableuse ou manque de matières- Balèvres et aponces soigneusement affleurées et meulées- Trous de serre joint, vis ou agrafes soigneusement bouchés dans toute leur épaisseur et ragrés en surface- Réservations de passages et prises pour tous corps d'état et le garnissage après coup- Mise en place de fourreaux pour passages de fluides- Emploi des huiles de décoffrage limité au minimum, avec des huiles compatibles avec les produits de traitement des parements en finition	
1.19.2	Dénomination des coffrages, aspect des parements <u>COFFRAGE ELEMENTAIRE :</u> <ul style="list-style-type: none">- Coffrage élémentaire sans spécification particulière ou paroi destinée à recevoir un enduit de parement traditionnel épais <u>COFFRAGE COURANT :</u> <ul style="list-style-type: none">- Coffrage courant destiné à recevoir des finitions classiques de papiers peints ou peintures moyennant un rebouchage préalable et l'application d'un enduit garnissant (ces travaux de rebouchage et enduit garnissant ne sont pas à la charge de l'entreprise du présent lot)- Prix du coffrage courant incluant les travaux préparatoires nécessaires, ragréage, ponçage, enlèvement des balèvres, reprise des arêtes et cueillies, etc... <u>COFFRAGE SOIGNE :</u> <ul style="list-style-type: none">- Coffrage soigné identique au parement courant mais sa meilleure finition permet de limiter les travaux ultérieurs de revêtement éventuel et n'exige qu'une moindre préparation <u>COFFRAGE SPECIAL :</u> <ul style="list-style-type: none">- Pour parement décoratif en fonction des modénatures figurant sur les plans	
		Page 7/20

5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
1.19.3	Etat des surfaces horizontales et réserve de dalle - Surface béton brut de règle sans spécification particulière simplement tiré à la règle vibrante pour les parties recevant une chape de forme support de carrelage - Surface surfacé lissé avec un aspect fin et régulier destinée à recevoir des revêtements de sols collés ou des étanchéités sur terrasses	
1.19.4	Huiles de décoffrage Les huiles de décoffrage utilisées seront obligatoirement de nature végétale à 80%, non nocives (Xn) et de ce fait biodégradables rapidement (>60% à 28 jours selon la norme NF EN ISO 9408 OCDE 301 F). Elles devront compter 5 gouttes dans la classification Synad Produits de Démoulage dans les rubriques "environnement" et "santé" ou équivalent.	
1.20	Mise en Oeuvre & Finitions des ouvrages	
1.20.1	Mise en oeuvre des bétons <u>BETONNAGE PAR TEMPS FROID :</u> Lorsque la température descend au-dessous de 5°C, tout bétonnage fait l'objet des dispositions spéciales soumises au Maître d'Oeuvre. <u>BETONNAGE PAR TEMPS CHAUD :</u> Durant les périodes où la température est élevée, surtout si elle s'accompagne d'un air sec, l'entrepreneur prendra toutes les dispositions pour éviter des conséquences fâcheuses sur le béton frais (forte accélération de la prise, évaporation rapide de l'eau, diminution rapide de la plasticité, fissuration après mise en oeuvre) ou sur le béton durci (élévation de la température du béton entraînant une diminution de la résistance finale et une fissuration). L'entrepreneur établira des procédures à soumettre au Maître d'Oeuvre après avoir effectué, si nécessaire, des essais de convenance. <u>COFFRAGES :</u> Les coffrages et étalements devront présenter une rigidité suffisante pour résister, sans tassements ni déformations nuisibles, aux actions de toutes natures qu'ils sont exposés à subir pendant l'exécution des travaux, et notamment aux efforts engendrés par le serrage du béton. De plus il seront suffisamment étanches pour que le serrage par vibration ne soit pas une cause de perte d'une partie appréciable de ciment. <u>ARMATURES :</u> Les travaux de mise en oeuvre des armatures comprendront : - Le façonnage des armatures - La mise en place et arrimage - Le soudage - Les armatures en attentes et dispositions particulières relatives à la sécurité des personnes - Etc... Liste non exhaustive <u>MISES EN OEUVRES DIVERSES DES BETONS :</u> Les travaux de mise en oeuvre des bétons comprendront implicitement : - La mise en place avant tout commencement de prise, serrage, vibration ou pervibration par couches d'épaisseur appropriée - Les reprises de bétonnage soumises à l'avis de l'ingénieur d'études ou précisées sur les plans d'exécution - Le décoffrage et désétalement en respect des résistances du béton, compte tenu des sollicitations de l'ouvrage, pour éviter toutes déformations excessives - La confection permettant d'obtenir un produit homogène et des granulats bien enrobés de liant - Le transport, depuis le lieu de fabrication jusqu'au lieu d'emploi, exécuté de telle façon que le béton présente, avant la mise en place les qualités requises.	
1.20.2	Règles de mise en oeuvre des fondations Les dimensions et profondeurs des fouilles décrites correspondent à celles définies sur les plans du BET Structure. L'entrepreneur devra tenir compte dans ses prix unitaires des sujétions suivantes : - Sur-largeur - Purges nécessaires en fonction des découvertes - Blindage et étalement - Coulage rapide du béton pour éviter toute décompression - Perte de béton coulé en pleine fouille pour pallier aux éboulements et irrégularités des parois - Surconsommation de béton due à une éventuelle instabilité des parois Dans le cas où l'entrepreneur découvre d'éventuels réseaux au cours des fouilles, il devra en informer immédiatement le Maître d'Oeuvre.	
 Document établi par		Page 8/20


Rapport de Mission de repérage des
matériaux et produits contenant de
l'amiante avant réalisation de travaux



5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
1.20.3	Réservations de trous et scellements En complément aux dispositions décrites au sein du chapitre A : L'entreprise établira ses plans de réservations et d'incorporations et les soumettra en temps opportun pour accord au Maître d'Oeuvre et le cas échéant au bureau de contrôle. Faute de se conformer à cette procédure, l'entreprise sera tenue pour seule responsable de toutes les erreurs relevées en cours d'exécution ainsi que des conséquences de toutes natures que cela pourrait entraîner. L'entreprise du présent lot est tenu de réserver ou d'incorporer dans ses ouvrages tous les trous, fourreaux, tampons, inserts, divers etc... qui lui auront été donnés en temps utile par les autres corps d'état. De même elle devra le garnissage et rebouchage des trémies et trous après leur interventions, la finition étant assurée par le corps d'état chargé du traitement de la surface concernée. Les réservations inférieures à 100 cm2, ainsi que le garnissage et rebouchage restent à la charge de l'entreprise concernée. L'incorporation de certains ouvrages dans le gros oeuvre devra se faire après entente entre les entreprises. L'entreprise du gros oeuvre devra inclure dans sa prestation le temps nécessaire aux corps d'état chargés de ces incorporations de même qu'elle devra veiller à ne pas détériorer ses ouvrages lors du coulage, faute de quoi elle en sera tenue pour responsable et en assurera toutes les conséquences Les entreprises chargées des incorporations en devront la vérification après coulage. Le traitement des traversées entre plancher devra assurer un degré coupe-feu défini par le bureau de contrôle. Les réservations de grandes surfaces, dans placards technique notamment, devront être traitées CF après passage des différents corps d'état ou selon la technique employée réalisée au préalable par un matériau négatif adapté (béton cellulaire), à faire valider par le bureau de contrôle.	
1.20.4	Opérations de finitions Les coffrages sont décrits au sein du CCTP suivant les nomenclatures fixées au DTU. Les prestations de rebouchage, de ragréage et de finitions dépendent donc des natures de coffrage. Ceci étant, les opérations de coffrage comprennent : - Le rebouchage, le ragréage et les finitions de manière à livrer les parements prêt à recevoir les enduits de finition - Les réservations nécessaires à l'exécution des ouvrages (cf nota au chapitre A relatif aux réservations) - Sur les ouvrages présentant certains défauts localisés (défaut d'enrobage des armatures, épaufrure, nids de cailloux etc...), exécution de ragréage adapté - Toutes les opérations de ragréage nécessaires pour respecter les tolérances dimensionnelles de l'ouvrage fini - Les percements et scellements effectués à postériori dans le béton durci exécutés de façon à ne pas compromettre les qualités requises de l'ouvrage fini	
1.20.5	Supports destinés à recevoir un revêtement de sol L'entrepreneur doit livrer les supports destinés à recevoir un revêtement de sol (pose collée, pose scellée, etc ...) conformément aux normes et règles de l'Art définissant les tolérances admises. Ces supports devront être réceptionnés contradictoirement. Dans le cas de non-respect des règles de l'Art, les éventuels ragréages complémentaires restent à la charge de l'entreprise du présent lot sans aucune plus-value. D'autre part l'entrepreneur du présent lot devra vérifier à la bombe à carbure le taux d'hygrométrie de son dallage à la réception de ses ouvrages.	
1.20.6	Supports destinés à recevoir un enduit mince L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la conformité aux normes et tolérances du DTU des supports (parement courant) destinés à recevoir un enduit mince en sous-face de dalle pleine, sur poutres en retombée, poteaux et murs intérieurs qui devront être réceptionnés par l'entrepreneur du lot Plâtrerie Peinture, les ragréages complémentaires restant à la charge du présent lot sans aucune plus value. D'autre part les arêtes et cueillies seront rectifiées et dressées, sans épaufrures.	
1.20.7	Supports destinés à recevoir une peinture L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la conformité aux normes et tolérances du DTU des supports (parement soigné) destinés à recevoir une peinture (ou un revêtement plastique épais RPE ou un revêtement minéral épais RME) en sous-face de dalle pleine, poteaux et murs de façades qui devront être réceptionnés par l'entrepreneur en charge de ces prestations. D'autre part les arêtes et cueillies seront rectifiées et dressées, sans épaufrures.	
		Page 9/20

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
1.20.8	Finition des ouvrages de maçonnerie avec parement décoratif L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la réalisation des ouvrages de maçonnerie avec parement décoratif ou parement soigné sans ragréage en béton auto plaçant (BAP) qui devront répondre aux exigences du DTU. Toute reprise de coffrage, ségrégation des agrégats, etc... sera à proscrire. D'autre part les arêtes et cueillies seront rectifiées et dressées, sans épaufrures.	
1.21	<u>Les catégories de déchets</u>	
1.21.1	Classification des déchets La définition d'un déchet est donnée par la loi n°75-633 du 15 juillet 1975. L'annexe n°2002-540 du 18 avril 2002 classe les déchets en deux catégories différentes, les déchets dangereux pour la santé et l'environnement et les déchets non dangereux. Sur un chantier de déconstruction, les déchets sont classés suivant les catégories suivantes : les déchets amiantés, les déchets industriels spéciaux, les déchets inertes et les déchets industriels banals.	
1.21.2	Déchets amiantés Ces déchets sont conditionnés conformément aux règlements en vigueur et aux règles imposées par le cahier des charges des centres d'élimination. Le type de conditionnement sera adapté à la nature des déchets. Les produits comportant de l'amiante liée sont conditionnés par colis de taille adaptée et recouverts d'un film plastique. Les fragments et les petits éléments sont conditionnés dans des récipients pour le vrac (GRV) ou des conteneurs fermés. Quel que soit le conditionnement il est impératif de faire apparaître l'étiquetage " amiante " imposé par le décret du 28 avril 1988. Le transport des déchets se fait par camions bâchés afin d'éviter l'envol de fibres. Un bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA) doit accompagner le chargement. Ce bordereau doit être signé par tous les intervenants, de la maîtrise d'ouvrage à l'éliminateur. Ce suivi permet de reconstituer le processus de transfert des déchets. Les déchets contenant de l'amiante seront éliminés dans un centre de stockage de Classe II aménagé pour recevoir ce type de déchet.	
1.21.3	Déchets contenant du plomb Ces déchets sont conditionnés conformément aux règlements en vigueur et aux règles imposées par le cahier des charges des centres d'élimination. Le type de conditionnement sera adapté à la nature des déchets. Les produits comportant du plomb sont conditionnés par colis de taille adaptée et recouverts d'un film plastique. Les fragments et les petits éléments sont conditionnés dans des récipients pour le vrac (GRV) ou des conteneurs fermés. Quel que soit le conditionnement il est impératif de faire apparaître l'étiquetage " plomb " Le transport des déchets se fait par camions bâchés. Un bordereau de suivi des déchets (BSD) doit accompagner le chargement. Ce bordereau doit être signé par tous les intervenants, de la maîtrise d'ouvrage à l'éliminateur. Ce suivi permet de reconstituer le processus de transfert des déchets. Les déchets contenant du plomb seront éliminés dans un centre de stockage aménagé pour recevoir ce type de déchet.	
1.21.4	Déchets Industriels Spéciaux (DIS) ou Dangereux Les déchets industriels spéciaux (DIS) ou déchets dangereux, présentent des risques pour la santé et ils doivent être collectés, transportés, traités, éliminés ou stockés selon des règles strictes. Ces déchets comprennent les matériaux tels que les résidus de peinture, l'amiante, le goudron, les bois traités, etc. Ils doivent être triés sur le chantier pour ensuite être envoyés dans un centre de traitement (s'il contient une partie valorisable à extraire), ou envoyés dans un centre de stockage de classe 1 (s'il s'agit d'un déchet ultime). Un bordereau de suivi sera rempli par les intervenants du transfert des déchets, du chantier, au centre de stockage ou de recyclage.	
1.21.5	Déchets Industriels banals (DIB) ou déchets non dangereux (DND) Les déchets industriels banals (DIB) sont des déchets ni inertes ni dangereux. Ils comprennent les matériaux tels que les revêtements de sol, de mur, le bois, les pastiques, etc. Ils sont triés sur le chantier puis sont transportés dans une unité d'incinération ou dans un centre de recyclage. Un bordereau de suivi sera rempli par les intervenants du transfert des déchets, du chantier, au centre de stockage ou de recyclage. NOTA: Les "emballages" sont des déchets appartenant à la catégorie des DIB mais soumis à des objectifs de valorisation stricts. Ils doivent être obligatoirement triés et remis à des entreprises agréées.	
 Document établi par		Page 10/20

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
1.21.6	Déchets inertes Les déchets inertes sont des déchets qui ne sont pas susceptibles d'évoluer biologiquement, physiquement, chimiquement et dont le caractère polluant est à peu près nul, tels que les gravats, le béton, les tuiles, etc. Ils doivent être triés et stockés provisoirement sur le chantier puis soit recyclés dans un centre de recyclage, soit concassés et réutilisés pour des travaux routiers. Un bordereau de suivi sera rempli par les intervenants du transfert des déchets, du chantier, au centre de stockage ou de recyclage.	
1.21.7	Rappel des interdictions Il est interdit de brûler les déchets sur les chantiers (sauf cas exceptionnel pour les bois infestés de termites après dérogation). Il est interdit d'abandonner ou d'enfermer des déchets dans des zones non contrôlées administrativement (décharge sauvage).	
1.22	<u>Gestion des déchets</u>	
1.22.1	Gestion des déchets de démolition La responsabilité en matière d'élimination des déchets repose sur le détenteur ou le producteur des déchets. L'entreprise doit effectuer le tri des déchets, leur évacuation pour élimination ou valorisation en assurant leur traçabilité dans le cadre d'une démarche de développement durable suivant la réglementation en vigueur à la date du commencement des travaux. L'entrepreneur à en charge l'élimination ou la valorisation des déchets, conformément aux règles en vigueur, et proposera dans son offre, à partir du présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP), et en accord avec les plans départemental et régional d'élimination des déchets mis en place, un mode de gestion optimisé des déchets comprenant : Le triage sélectif des déchets suivant les grandes catégories de déchets décrites ci-après, dans des bennes adaptées au types de déchets. Le stockage provisoire sur le site de déchets en vue de leur tri devra être réalisé de manière à respecter la santé et la sécurité des travailleurs et éviter la pollution des sols et des eaux en respectant les règles de conditionnement, notamment pour les déchets dangereux. De plus, l'entrepreneur devra apposer la signalétique adaptée (nature des déchets etc...), maintenir un état de propreté irréprochable sur le chantier et plus particulièrement aux abords des aires de stockage et informer son personnel aux attitudes à adopter. Si l'entreprise n'assure pas elle-même le transport, elle devra indiquer l'entreprise de transport sous traitante dans son offre. Pour le mode d'élimination, si l'entreprise assure elle-même cette prestation, elle doit fournir la destination des déchets par nature et les volumes correspondants, si l'entreprise soustraite cette opération, elle indiquera les coordonnées de l'entreprise sous-traitante. L'entreprise devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour assurer une présence permanente sur le chantier, un suivi et une gestion des déchets.	
1.22.2	S.O.G.E.D Dans un souci de transparence, l'entreprise devra définir, ses modes opératoires, sa méthodologie, ainsi que les filières locales d'élimination et de valorisation des déchets. Ceci afin de vérifier et contrôler le parcours des déchets. Les choix de l'entreprise titulaire du présent lot, concernant cette gestion, devront être pris de façon à limiter l'impact sur l'environnement (trajets, type d'engin, etc...) Elle devra donc fournir au maître d'ouvrage un Plan d'Assurance Environnementale ET un Schéma Organisationnel de Gestion des Déchets. Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants traitant spécifiquement de la gestion des déchets. Au travers de celui-ci, l'entreprise s'engage sur : - Le tri sélectif sur site des différents type de déchets. - Méthodes pour trier les déchets (bennes, conteneurs, etc.) - Les centres de stockages, de traitement ou filière de recyclage vers lesquels seront transférés les déchets. Information durant les travaux, de la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier. - Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité des déchets. - Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets.	
1.22.3	Bordereaux de suivi des déchets (BSD) Document permettant d'assurer un contrôle du respect de l'élimination des déchets du chantier. Celui-ci est rempli par les différents acteurs du transfert des déchets, du transport sur chantier, au centre de traitement ou de stockage. Pour assurer le contrôle de cette gestion (tri - transport - élimination) et apporter la preuve de la destination finale des matériaux l'entreprise titulaire du présent lot devra fournir au maître d'ouvrage les bordereaux de suivi des déchets (BSD) comportant les éléments tels que la nature des déchets, les quantités, le lieu de traitement, la date de dépôt, le cachet du centre de traitement, le cachet de l'entreprise adjudicataire du marché avec signature du responsable, etc... A la vérification de ces bordereaux, si les quantités réellement éliminées dans chaque filières sont inférieures de plus de 5% en poids aux quantités retenues dans le marché, l'entreprise titulaire du marché de démolition est invitée à justifier par écrit cet écart. L'irrecevabilité des dites justifications ne pourra être invoquée que si elle est fondée.	
		Page 11/20



5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
1.22.4	<p>Recommandation n°T2-2000 et textes réglementaires</p> <p>L'ensemble des descriptions qui suivent font référence à (liste non exhaustive) :</p> <p>Code de l'environnement (partie législative) : Livre V titre IV Chapitre I° Elimination des déchets et récupération des matériaux articles 541-1 à 541-50</p> <p>Décret n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets</p> <p>Arrêté du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination de déchets générateurs de nuisances</p> <p>Décret n° 98-679 du 30 Juillet 1998 relatif au transport par route, au négoce et au courtage des déchets.</p>	
2	<p>Réfection des voûtes des sous-sols</p>	
2.1	<p>Travaux préparatoires</p> <p>Ensemble des travaux préparatoires nécessaire à la réfection des voûtes comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Purge des enduits non cohésifs- Protection des réseaux- Déplacement des étais pour évacuation du mobilier- Dépose des étalements et renforts provisoire au fur et à mesure de la projection- Le support doit être prêt à recevoir un béton projeté <p>NOTA : Les réseaux informatiques seront détachés mais ne pourront pas être dévotés.</p> <div data-bbox="301 999 716 1285"></div> <div data-bbox="383 1337 716 1747"></div> <p>Mode de métré : Au forfait pour l'ensemble</p> <p>Localisation : Dans les locaux archives suivant plans BET Structure</p>	
		Page 12/20

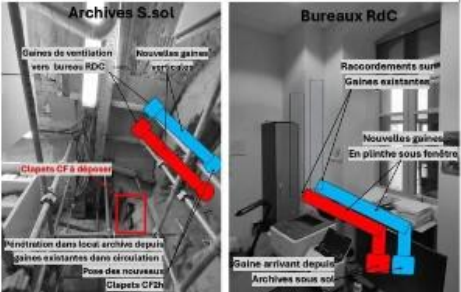



5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
2.2	Déménagement des archives Réalisation du déménagement des locaux archives : <ul style="list-style-type: none">- Ensemble des bureaux- Ensemble des armoires- Rayonnage pour archives- Étagères mobiles pour archives... L'ensemble du mobilier sera déménagé dans les locaux mis à disposition par le tribunal. <i>Mode de métré : Au forfait pour l'ensemble</i> <i>Localisation :</i> Ensemble des locaux archives	
2.3	Réalisation de réservation dans plancher existant - 200 x 200 mm Réalisation de réservation dans plancher existant, comprenant : <ul style="list-style-type: none">- Protection des ouvrages contigus- Échafaudage adapté- Renforts périphériques au droit des réservations- Armatures HA 120 kg HA/m³ suivant indication du BET Structure- Broches en acier HA pour liaison avec ouvrages existants compris trous perforés et scellements au Clavex ou scellements chimiques- Découpes soignée du plancher en excédent- Descente, sortie, tri, chargement sur véhicules- Transport et mise en décharge de classe adaptée et droit de décharge- Nettoyage des supports- Réalisation en concertation directe avec les lots techniques <i>Mode de métré : Au forfait par chevêtre</i> <i>Localisation :</i> Depuis les locaux du sous-sol au bureau accueil	
2.4	Démolition des remplissages agglos Démolition des remplissages agglos comprenant : <ul style="list-style-type: none">- Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus- Démolition des élévations en maçonnerie- Évacuation des gravats en décharge adaptée- Prévoir équipements adaptés pour intervention en milieu confiné (sous sol) et avec accès restreint. L'entreprise devra se renseigner sur les modalités d'accès à la zone chantier.- Condamnation des accès aux locaux au dessus des zones d'intervention.- Les quantités sont données à titre indicatif. Elles doivent être vérifiées après visite avant travaux. <i>Mode de métré : Au m²</i> <i>Localisation :</i> Dans les locaux archives suivant plans BET Structure	
2.5	Voile BA épaisseur 0.20 m Réalisation d'un voile en béton armé comprenant : <ul style="list-style-type: none">- Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus- Gros béton C16/20- Béton projeté C 25/30- Armatures HA et TS Fe 500 - Classe B (y compris connexion) : 16 kg TS/m² + 3 kg HA/m² suivant indication du BET Structure- Compris coffrage <i>Mode de métré : Au m²</i> <i>Localisation :</i> Dans les locaux archives devant ouverture bouchées suivant plans BET Structure	
		Document établi par
		Page 13/20




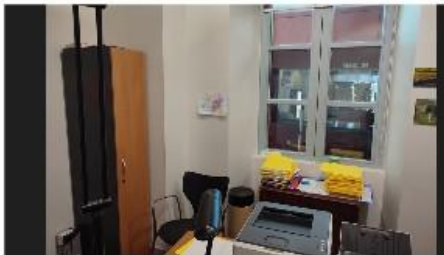

5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
2.6	<p>Fouilles en tranchées</p> <p>Fouilles en tranchée pour béton projeté, dans terrain de toute nature compris roches de toutes catégories, exécutée par tous moyens manuels ou mécaniques approprié comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- Terrassement en fouilles compris blindage de parois si nécessaire, épuisement d'eau, stockage des terres pour remblaiement- Dressage du fond de fouille avec formation de pentes, compactage et réalisation de banquettes- Remblaiement en matériaux triés et compactage par couches y compris mise à niveau- Manutentions, roulage, reprise des terres avec chargement sur véhicules, et évacuation aux décharges à toutes distances et droits de décharge.- Réalisation par passe si nécessaire <p><i>Mode de métré : Au M3 non foisonné</i></p> <p>Localisation : Dans le couloir CTA suivant plans BET Structure</p>	
2.7	<p>Béton projeté sur voûtes - 20 cm</p> <p>Réalisation d'un béton projeté comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus- Gros béton C16/20- Béton projeté C 25/30- Armatures HA et TS Fe 500 - Classe B (y compris connexion) : 16 kg TS/m² + 3 kg HA/m² suivant indication du BET Structure- Connexions par barres HA dans les voûtes et les parties verticales avec 1 HA10 espacement de 30 cm dans les 2 directions.- Connexions par barres HA dans les relevés BA- Toutes suggestion pour traitement des parties cintrées- Prévoir équipements adaptés pour intervention en milieu confiné (sous sol) et avec accès restreint. L'entreprise devra se renseigner sur les modalités d'accès à la zone chantier.- Condamnation des accès aux locaux au dessus des zones d'intervention.- Les quantités sont données à titre indicatif. Elles doivent être vérifiées après visite avant travaux.- Les réservations seront à vérifier ou à déterminer par les corps d'état concernées. <p><i>Mode de métré : Au m2</i></p> <p>Localisation : Dans les locaux archives suivant plans BET Structure</p>	
2.8	<p>Chainage cintré en tête de mur de 0.20m de largeur</p> <p>Réalisation d'un chainage cintré en tête de mur en béton projeté de 0.20m d'épaisseur comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus <p>CHAINAGE :</p> <ul style="list-style-type: none">- Chainage en béton armé de 0.20m de largeur et de 0.20m hauteur environ, compris coffrages (parement courant) et armatures HA en quantités nécessaires- Toutes sujétions et difficultés pour chainage cintré- Liaison avec mur existants y compris trous perforés, barre d'acier de dimension adaptée et scellements chimiques adaptés. <p>Ratio d'armatures suivant indication du BET Structure :</p> <ul style="list-style-type: none">- Chainage BA : 8 kg HA/ml <p><i>Mode de métré : au ml</i></p> <p>Localisation : Dans les locaux archives suivant plans BET Structure</p>	
		Document établi par
		Page 14/20

5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
2.9	Linéau B.A rapporté en sous face de linéau existant Création d'un linéau B.A en sous face de linéau existant comprenant : - Echafaudage réglementaire et protection au droit des ouvrages contigus <u>LINÉAU B.A :</u> - Linéau B.A - Saignées (ou prises) d'encastrement de linéau en béton armé - Linéau en sous oeuvre en béton armé de section adaptée - Coffrages (parement courant) - Armatures HA 120 kg HA/m3 suivant indication du BET Structure - Broches en acier HA pour liaison avec ouvrages existants compris trous perforés et scellements au Clavex ou scellements chimiques - Blocage et garnissages au-dessus du linéau en béton armé	
2.9.1	Linéau 20 x 40 ht Suivant descriptif ci-avant et comprenant en complément : - Linéau B.A de 0.20x0.40 m ht <i>Mode de métré : Au ML à réaliser</i> <i>Localisation :</i> Dans les locaux archives suivant plans BET Structure	
2.9.2	Linéau 32 x 40 ht Suivant descriptif ci-avant et comprenant en complément : - Linéau B.A de 0.32x0.40 m ht <i>Mode de métré : Au ML à réaliser</i> <i>Localisation :</i> Dans les locaux archives suivant plans BET Structure	
3	<u>Prestation d'Électricité</u> Dans la zone archives au sous sol, l'entreprise du présent lot aura à sa charge la dépose repose des éléments électriques en plafond du à la reprise des plafonds	
		
3.1	Mise en attente des câbles électriques existants La prestation comprend : - La dépose des chemins de câbles - La mise en suspension provisoire des câbles électriques - La protection des câbles avec des bâches de protection en polyéthylène. <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> <i>Localisation :</i> Dans les locaux archives suivant plans BET Structure	
 Document établi par		Page 15/20

5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
3.2	Fourniture et pose de nouveaux chemins de câbles Y compris repose dans les nouveaux chemins de câbles, les câbles électriques en attentes ci-dessus. <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> <i>Localisation :</i> Dans les locaux archives suivant plans BET Structure	
3.3	Dépose repose de l'éclairage existant Y compris Mise en attente des alimentations existantes Stockage des luminaires Fixations, raccordements et toutes sujétions <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> <i>Localisation :</i> Dans les locaux archives suivant plans BET Structure	
3.4	Mise en attente de 2 têtes de détections automatiques La prestation comprend : La dépose des détecteurs du plafond La suspension en provisoire des détecteurs La repose des détecteurs au plafond Nota : Les détecteurs devront rester en état de marche pendant la durée des travaux. <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> <i>Localisation :</i> Dans les locaux archives suivant plans BET Structure	
4	Prestation de CVC	
4.1	Dévoisement et reprise de gaines générales Il sera prévu le dévoisement puis une reprise des gaines depuis les gaines existantes cheminement dans la circulation de la zone archives. L'entreprise aura à sa charge : - La dépose des clapets CF existants - Le raccordement sur gaines existantes dans circulation - L'extension de gaines (voir principe ci-dessous).	
		
4.1.1	Adaptation de réseaux Adaptation de réseaux en plafond. Gaine circulaire en tôle d'acier galvanisé rigide spiralé MO, PF ½ h avec supports et fixations. Y compris raccordements, étanchéité, supports et toutes sujétions de mise en œuvre.	

5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
4.1.1.1	Raccordements sur gaines existantes en attentes Y compris percements dans mur aggro (entre archives et circulation des caves) et toutes sujétions de mise en œuvre. <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> Localisation : Dans le bureau au dessus des locaux archives suivant plans BET Structure	
4.1.1.2	Gaine diam 450 mm <i>Mode de métré : Au ML</i> Localisation : Dans les locaux archives et bureau au dessus suivant plans BET Structure	
4.1.1.3	Isolation réseau intérieur 25 mm <i>Mode de métré : Au M2</i> Localisation : Dans les locaux archives et bureau au dessus suivant plans BET Structure	
4.1.1.4	Percements et rebouchage <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> Localisation : Dans le bureau au dessus des locaux archives suivant plans BET Structure	
4.1.1.5	Clapet coupe feu autocommandé Fourniture et pose de clapets coupe-feu 2H, auto commandés de caractéristiques suivantes : - Gamme divisée en deux catégories : petits modèles (PM) et grands modèles (GM), - ISONE® 2.1 Circulaire PM : Ø100 au Ø500, corps tunnel circulaire, mécanisme ISONE® 2.1 PM, joint d'étanchéité pour un raccordement simple et rapide. <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> Localisation : Entre la circulation et locaux archives suivant plans BET Structure	
4.2	Reprise ventilation des archives Afin d'effectuer les travaux sur les plafonds des archives, il sera prévu par l'entreprise du présent lot : La dépose des réseaux de ventilation des archives Reprise de la ventilation des archives après travaux du plafond.	
4.2.1	Repérage et Dépose Il sera réalisé sur les zones de travaux : - Repérage des gaines à déposer - Obturation dépose et l'évacuation des réseaux non conservés Y compris toutes sujétions de dépose <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> Localisation : Locaux archives suivant plans BET Structure	
4.2.2	Adaptation de réseaux Adaptation de réseaux en plafond. Gaine circulaire en tôle d'acier galvanisé rigide spiralé MO, PF ½ h avec supports et fixations. Y compris raccordements, étanchéité, supports et toutes sujétions de mise en œuvre.	
 Document établi par		Page 17/20

5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
4.2.2.1	Raccordements sur gaines existantes en attentes Y compris percements dans mur aggro (entre archives et circulation des caves) et toutes sujétions de mise en œuvre. <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> Localisation : Locaux archives suivant plans BET Structure	
4.2.2.2	Gaine diam 200 mm <i>Mode de métré : Au ML</i> Localisation : Dans les locaux archives	
4.2.2.3	Isolation réseau intérieur 25 mm <i>Mode de métré : Au M2</i> Localisation : Dans les locaux archives	
4.2.3	Bouche de reprise	
4.2.3.1	Bouche de reprise diam 200 mm Il sera prévu au présent projet des bouches de reprise en plafond des archives. Les bouches de reprises seront associées à un module de régulation de débit composé d'un fut circulaire avec joint et d'un élément de régulation auto réglable démontable. Une copie du PV d'essai et de la mise en service sera ensuite communiquée à la maîtrise d'oeuvre ainsi qu'à la maîtrise d'ouvrage. L'entreprise adjudicataire fera une proposition de contrat de maintenance des installations du présent lot. Bouche de reprise en aluminium fixe, déflexion 0° Finition peinture époxy, teinte blanc RAL 9010 lat 30% fixation par clips dans le manchon métallique dédié De marque Aldes type BIM2 300 ou équivalent techniquement <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> Localisation : Locaux archives suivant plans BET Structure	
4.2.3.2	Module de régulation de débit diam 200 mm Modules de régulations associés aux bouche de reprise ci-avant. <i>Mode de métré : A l'ensemble</i> Localisation : Locaux archives suivant plans BET Structure	
5	<u>Prestation de plâtrerie peinture</u>	
5.1	Caisson d'habillage de Gainex de Ventilation - CF 1H - Rw + C = 35 dB Fourniture et pose d'un caisson d'habillage CF comprenant 2 plaques de plâtre type BA 13 sur parement extérieur fixé sur ossature métallique double de 70mm épaisseur et avec matelas isolant intérieur - Système sous avis technique du CSTB CARACTERISTIQUES TECHNIQUES : Hauteur d'Emploi : 3.32m maximum Nature de l'isolant : Panneaux laine de roche - Epaisseur de l'isolant : 45mm - Réaction au feu de L'isolant : euroclasse A2 - Epaisseur des plaques de Parement : 18mm - Réaction au feu de la plaque : M1 - Indice d'affaiblissement acoustique minimum : Rw + C = 35 dB - Résistance au Feu : Coupe-feu 1 H avec avis techniques	
 Document établi par		Page 18/20

5901 - Palais de justice de Roanne C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté Voûtes des archives		DCE - Edition du 7/05/2024
<p>MISE EN OEUVRE</p> <ul style="list-style-type: none">- Système sous avis technique du CSTB- Coupes, déchets, arêtes armées et traitement des joints par bandes et enduits à joints adaptés suivant DTU 25-41 et avis technique du produit- Isolant avec Certificat ACERMI en cours de validité- Compris raccord sur caisson existant <div></div> <p>Mode de mètre : Au M2 de caisson à mettre en oeuvre, vides déduits</p> <p>Localisation : Caisson d'habillage des gaines de ventilation à dévoyer dans le bureau accueil</p> <p>5.2 Peinture acrylique en parois - Classe A</p> <p>Fourniture et mise en œuvre d'une peinture acrylique en paroi comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Echafaudage Adaptés au site- Travaux préparatoires et mise en œuvre suivant DTU- Impression 1 couche et peinture acrylique à 2 couches minimum- Support : Plaque de plâtre- Aspect : mat en plafond et satiné en mur- Finition : Classe A- Teinte : au choix de l'Architecte dans la gamme du fabricant <p>Mode de mètre : Au M² de subjectile à peindre, plinthes et cadre non déduits pour rechapis</p> <p>Localisation : Parois où les caissons sont créés</p>		
	Document établi par	Page 19/20



5901 - Palais de justice de Roanne
C.C.T.P. - Lot n°10 Travaux spéciaux - Béton projeté
Voûtes des archives

DCE - Edition du 7/05/2024

Fait à _____

le _____

Bon pour accord, signature, Maître d'Ouvrage

Signature et cachet de l'Entrepreneur



Document établi par

Page 20/20

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



Votre Assurance
► RC PRESTATAIRES



Assurance et Banque

ATTESTATION

COURTIER
VD ASSOCIES
81 BOULEVARD PIERRE PREMIER
33110 LE BOUSCAT
Tél : 05 56 30 95 75
Fax : 08 97 50 56 06
Email : CONTACT@VDASSOCIES.FR
Portefeuille : 0201478984

SAS CDIM
122 AV DU VERCORS
38600 FONTAINE FR

Vos références :
Contrat n° 10272640004
Client n° 0641460620

AXA France IARD, atteste que : **SAS CDIM**
122 AV DU VERCORS
38600 FONTAINE FR

Est titulaire d'un contrat d'assurance N° 10272640004 ayant pris effet le 01/04/2023.
Ce contrat garantit les conséquences pécuniaires de la **Responsabilité civile** pouvant lui incomber du fait de
l'exercice des activités suivantes :

**DIAGNOSTICS TECHNIQUES IMMOBILIERS OBLIGATOIRES, REALISES DANS LE CADRE DE LA CONSTITUTION
DU DOSSIER TECHNIQUE IMMOBILIER ET/ OU AUTRES DIAGNOSTICS ET MISSIONS REALISES EN DEHORS DU
DOSSIER TECHNIQUE,**

TELS QUE FIGURANT DANS LA LISTE LIMITATIVE CI-DESSOUS :

AMIANTE :
ETAT MENTIONNANT LA PRESENCE OU L'ABSENCE DE MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE
DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE
DIAGNOSTIC AMIANTE PARTIES PRIVATIVES
CONTROLE PERIODIQUE (AMIANTE)
CONTROLE VISUEL APRES TRAVAUX (PLOMB - AMIANTE)
REPERAGE AMIANTE AVANT/ APRES TRAVAUX ET DEMOLITION Y COMPRIS SUR TERRAINS ET
ROCHES AMIANTIFERES
REPERAGE AMIANTE ET D'HAP (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) SUR SURFACE BITUMEE ET
ENROBES.
PLOMB :
CONSTAT DES RISQUES D'EXPOSITION AU PLOMB (CREP)
RECHERCHE DE PLOMB AVANT TRAVAUX / DEMOLITION
DIAGNOSTIC TERMITES/ INFORMATION SUR LA PRESENTE D'UN RISQUE DE MERULES / ETAT
PARASITAIRE (VRILLETES, LYCTUS, MERULE ET AUTRES).
MESURES :
MESURAGE LOI CARREZ ET LOI BOUTIN
CALCULS DES MILLIEMES -TANTIEMES DE COPROPRIETE ET REALISATION DE PLANS ASSOCIES
SELON LES TEXTES SUIVANTS : LOI 65-557 DU 10 JUILLET 1965, DECRET 67-223 DU 17 MARS 1967,
DECRET 2004- 479 du 27 mai 2004 ET SUIVANTS FIXANT LE STATUT DE LA COPROPRIETE DES
IMMEUBLES BATIS
AUTRES :
ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ
ETAT DES RISQUES ET POLLUTION (ERP)
DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE (DPE), TOUS TYPES DE BATIMENTS.

AXA France IARD SA
Société anonyme au capital de 214 799 030 Euros
Siège social : 313, Terrasses de l'Arche - 92727 Nanterre Cedex 722 057 460 R.C.S. Nanterre
Entreprise régie par le Code des assurances - TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460
Opérations d'assurances exonérées de TVA - art. 261-C CGI - sauf pour les garanties portées par AXA Assistance

1/2

1005420190710

CDIM SAS – Siège social :122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE

Rapport de Mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux



DPE INDIVIDUEL POUR MAISONS INDIVIDUELLES, APPARTEMENTS ET LOTS TERTIAIRES AFFECTES
A DES IMMEUBLES A USAGE PRINCIPAL D'HABITATION, AINSI QUE LES ATTESTATIONS DE PRISE EN
COMPTE DE LA REGLEMENTATION THERMIQUE
ETAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ELECTRICITE
DIAGNOSTIC DANS LE CADRE DE LA LOI SRU AVANT MISE EN COPROPRIETE
DIAGNOSTIC DECHETS DE CHANTIER – ARTICLES R 111-43 A R 111-49 DU CODE DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'HABITATION.
DOCUMENT UNIQUE D'EVALUATION DES RISQUES COPROPRIETE - Articles L 230-2, III, R 230-1 DU
CODE DU TRAVAIL
DIAGNOSTIC TECHNIQUE GLOBAL (DTG) POUR LES COPROPRIETES - LOI N° 2014-366 POUR L'ACCES
AU LOGEMENT ET UN URBANISME RENOVE « ALUR », A L'EXCLUSION DE MISSIONS RELEVANT D'UN
PROFESSIONNEL DE LA VENTE OU DE LA LOCATION DE BIENS IMMOBILIERS
DIAGNOSTIC POLLUTION DES SOLS ET RECHERCHE DE METAUX LOURDS
PRELEVEMENTS D'AIRS ET MESURES D'EMPOUSSIEREMENT AMIANTE (SOUS TRAITEES)
BUILDING INFORMATION MODELING : PRISE DE MESURES, RELEVES DE COTES ET REALISATION DE
PLANS SUR BATIMENTS EXISTANTS SANS INTERPRETATION DE DONNEES NI PRECONISATION
GESTION POUR LE COMPTE DE TIERS DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE ET DES DIAGNOSTICS
OBLIGATOIRES AMIANTE ET PLOMB (EXTERNALISATION DES DIAGNOSTICS VIA LA PLATEFORME
EDT OU BAT IN BOX)
AUDIT ENERGETIQUE réalisé dans le cadre de la Loi Climat et Résilience n°2021-1104 du 22/08/2021 ; A
L'EXCLUSION DE TOUTES PRESTATIONS DE LOUAGE D'OUVRAGE OU DE MAITRISE D'ŒUVRE
RELEVANT DE L'OBLIGATION D'ASSURANCE DECENNALE.

La garantie Tous dommages relevant de l'obligation d'assurance / Responsabilité civile Professionnelle
s'exerce à concurrence de 1.500.000€ par sinistre et par année d'assurance.

La présente attestation ne peut engager l'Assureur au-delà des limites et conditions du contrat auquel elle se
réfère.

La présente attestation est valable pour la période du 01/07/2025 au 01/07/2026 sous réserve des possibilités
de suspension ou de résiliation en cours d'année d'assurance pour les cas prévus par le Code des Assurances
ou le contrat.

Fait à LE BOUSCAT le 1^{ER} JUILLET 2025
LA COMPAGNIE PAR DELEGATION

VD ASSOCIES
81, Bd Pierre Premier
33110 LE BOUSCAT
RCS : 794 672 238 ONIAS : 13010220
Tél : 05 56 30 95 75

4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE



CERTIFICAT
DE COMPETENCES

**Diagnosticqueur immobilier
certifié**

DEKRA CERTIFICATION SAS certifie que Monsieur

Yves NEBOUX

est titulaire du certificat de compétences N°DTI2947 pour :

	DU	AU
- Constat de Risque d'Exposition au Plomb	11/06/2020	10/06/2027
- Diagnostic amiante sans mention	02/07/2020	01/07/2027
- Diagnostic amiante avec mention	02/07/2020	01/07/2027
- Etat relatif à l'installation intérieure d'électricité	02/09/2015	01/09/2020

Ces compétences répondent aux exigences de compétences définies en vertu du code de la construction et de l'habitation (art. L.271-4 et suivants, R.271-1 et suivants ainsi que leurs arrêtés d'application*) pour les diagnostics réglementaires. La preuve de conformité a été apportée par l'évaluation de certification. Ce certificat est valable à condition que les résultats des divers audits de surveillance soient pleinement satisfaisants.

*Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant dans le domaine de la construction et de l'habitation, ou agréées pour réaliser des diagnostics plombés dans le secteur de la construction et de l'habitation, des organismes de certification modifiés par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 8 novembre 2010 relatif aux compétences des personnes physiques opérant dans le secteur de la construction et de l'habitation, des organismes de certification modifiés par l'arrêté du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à l'installation intérieure d'électricité, dans le bâtiment et les annexes d'habitation, des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 14 décembre 2009 et du 7 décembre 2011 ; Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique, ou l'évaluation de performance énergétique, des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 09 décembre 2009 et du 13 décembre 2011 ; Arrêté du 16 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité, dans le bâtiment et les annexes d'habitation, des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 15 décembre 2009 et 16 décembre 2011 ; Arrêté du 18 juillet 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'habitat et les critères d'accréditation des organismes de certification modifiés par les arrêtés des 10 décembre 2009 et 2 décembre 2011.

Le Directeur Général, Yvan MAINGUY
Bagneux, le 01/07/2020

DEKRA Certification SAS
92220 Bagneux - France

Diagnosticqueur
immobilier
certifié
DEKRA

Cofrac
CERTIFICATION
DE PERSONNES
Numéro d'accréditation :
4-0081
Portée disponible
sur www.cofrac.fr

Le non-respect des clauses définies dans les Conditions Générales peuvent rendre ce certificat invalide

Seule la version originale du certificat, avec bande argentée à gauche, fait foi

DEKRA Certification SAS * 5 avenue Garlande – F92220 Bagneux * www.dekra-certification.fr

Aucun autre document n'a été fourni ou n'est disponible

CDiM SAS – Siège social :122 av. du Vercors 38600 FONTAINE
4 agences en Rhône Alpes :

ISERE
38600 FONTAINE

RHONE
69500 BRON

SAVOIE
73370 LE BOURGET DU LAC

HAUTE SAVOIE
74100 ANNEMASSE